

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 7 NOVEMBRE 1979 - N°988

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Affaire Boulin : le RPR se lave les mains

Après la publication de la lettre posthume de Boulin, les dirigeants du RPR se sont vertueusement élevés contre l'idée qu'ils pourraient être à l'origine de la fuite. Il est pourtant inconcevable que certaines des pièces du dossier puissent provenir d'autres sources que de la famille politique du ministre défunt.

Ecœuré par toutes ces turpitudes, Giscard est parti s'isoler à Chanonat. Il a demandé qu'on ne lui parle pas de politique.

LIRE EN PAGE 12

Conférence de l'ONU sur le Cambodge : les exigences de Hanoï

LIRE EN PAGE 11

Tricastin : la CFDT prête à s'opposer au chargement

LIRE EN PAGE 8

Grève des magistrats contre le projet de modification de leur statut

Ce mardi 6 novembre, les magistrats étaient appelés à une journée nationale de grève par le Syndicat de la Magistrature, pour manifester leur opposition au projet gouvernemental modifiant le statut de la magistrature. Un projet destiné à choisir, selon l'expression du S.M., «des magistrats sur mesure».

LIRE EN PAGE 12

ALSTHOM

LA VOLONTE DE VAINCRE

● Belfort : un climat d'exaspération face au mépris patronal ● Saint-Ouen, Tamaris, Saint-Florent, Marseille : «Le moral est excellent»



Lundi matin devant l'usine de Belfort

DASSAULT : 3 USINES OCCUPEES

Débrayages dans l'ensemble du groupe ce mardi

Depuis septembre, les travailleurs des usines Dassault observaient des débrayages pour obtenir une augmentation des salaires de 5% au titre du rattrapage du pouvoir d'achat, et 300 F d'augmentation uniforme.

La direction refusant de négocier, les travailleurs ont voté l'occupation dans les trois usines de la région parisienne, Saint-Cloud, Argenteuil et Boulogne. La direction joue visiblement le pourrissement de la grève, refusant d'accorder davantage que les 3,5% d'augmentation qu'elle avait prévu. Le calcul semble ne pas payer :

lundi, les travailleurs d'Argenteuil ont reconduit la grève avec occupation à une majorité plus forte que la semaine précédente.

Les syndicats CGT et CFDT appelaient ce mardi les travailleurs de l'ensemble des usines du groupe à observer un débrayage de quatre heures. Si la direction persistait dans son intransigeance, le mouvement de grève totale pourrait s'étendre aux autres usines du groupe.

Mardi matin, des militants syndicaux occupaient les locaux de la revue *Jours de France* qui appartient à Dassault.

● Lire nos informations sur BELFORT, VILLEURBANNE, MARSEILLE, TAMARIS, SAINT-FLORENT en pages 2 et 3

● TABLE RONDE AVEC LES GREVISTES DE SAINT-OUEN

● BELFORT : LES FEMMES DE GREVISTES EN LUTTE AVEC LEURS MARIS en page 5

LUTTES OUVRIERES

LUTTES OUVRIERES

● Grenoble : reprise du travail à Merlin-Gérin

Lundi, les travailleurs de Merlin-Gérin à Grenoble ont repris le travail, après 3 semaines de grève dont 15 jours d'occupation. «Ce qui a été obtenu n'est pas mirobolant, mais les gars sont fiers d'avoir fait reculer le patron», nous déclare un délégué. Les travailleurs restent mobilisés. Il reste cependant l'amertume sur le vote après la proposition démobilisatrice de lever l'occupation.

Nous publions ci-dessous un communiqué de la CFDT et nous reviendrons plus dans le détail sur la fin de cette lutte dans notre prochaine édition.

COMMUNIQUE DES SYNDICATS CFDT METALLURGIE GRENOBLE SECTION MERLIN GERIN

«Trois semaines de conflit menées dans l'unité par la CGT et la CFDT sur une plate-forme unitaire ont démontré que la lutte était possible et très largement souhaitée par les travailleurs. Pour la CFDT, ces résultats sont en-dessous de ce qu'un conflit de cette nature pouvait permettre. Notre force était dans l'occupation et compte tenu de la dispersion des usines, l'évacuation constituait un effritement du mouvement. La CFDT a toujours donné dans l'entreprise clairement sa position. La CFDT aurait souhaité une amplification du mouvement pour obtenir de meilleurs résultats mais elle se refuse à proposer seule la prolongation du conflit, comme le souhaitent tous les travailleurs combattifs. La CFDT estime prioritaire, indispensable, de conserver l'unité des travailleurs, qui a été la force de ce conflit.

Pour ces raisons, la CFDT est contrainte à proposer une reprise du travail (tous ensemble) le lundi 5 novembre».

● Tabassage raciste à Strasbourg

On apprend seulement maintenant des événements survenus le 18 octobre à Strasbourg. Ce jour-là, trois personnes, un Marocain, un Algérien et un Tunisien, étaient arrêtés dans un café par la police, qui les suspectait de trafic de drogue. Ils n'avaient pas de drogue sur eux, mais étaient tout de même emmenés au commissariat, et tabassés pendant cinq heures. L'une des personnes interpellées a été déshabillée, attachée à une colonne de chauffage, frappée sur les parties génitales ; une matraque lui a été introduite dans l'anus. A l'issue de ces séances, les inculpés signaient des «aveux» mettant en cause un ressortissant turc. Ce dernier, interpellé, subissait des violences analogues : cheveux et poils de moustache arrachés.

Une expertise médicale ayant constaté de multiples traces de coups et de nombreux hématomes, les victimes ont porté plainte. La justice a été saisie.

● Les grévistes de Ducellier bloquent Giscard

Lundi matin, les flics sont intervenus pour faire cesser l'occupation de l'usine Ducellier de Vergongheon (Haute-Loire). Dans l'après-midi, une partie minoritaire du personnel a repris le travail.

Le soir même, Giscard, venu se retirer quelques jours loin des tracas et des scandales, était attendu à FR3 Auvergne pour y participer aux actualités régionales. Il n'a pu s'y rendre, les travailleurs de Ducellier bloquant la station de FR3.

Le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints Marc Levigain, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevot
Imprimé par I.P.C.C. - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Dans le trust Alsthom

LA VOLONTE DE VAINCRE RESTE CE QUI EST LE MIEUX PARTAGE

Tamaris (Alès)

«Nous attaquons la 5^e semaine et nous nous organisons pour obtenir de la nourriture à bon marché»

Interview d'un délégué CGT

«A Tamaris aussi le moral est excellent. Au fur et à mesure que des informations nous parviennent de Belfort, nous les transmettons aux grévistes. Les gars ici ne veulent pas céder. Si on reprend le travail ce sera vraiment avec des avantages positifs. La détermination est de plus en plus forte. D'ailleurs plus la grève sera longue, plus les travailleurs seront exigeants...»

de Belfort, de Saint-Ouen et des autres usines, voulaient aller jusqu'à la victoire...

En revenant on en a fait le compte-rendu aux camarades qui ne sont pas montés parce que bien sûr ils n'avaient rien pu voir, car la télé n'en a rien dit. Notre compte-rendu a renforcé leur confiance. Il faut dire qu'en plus on a des contacts très serrés tous les jours avec Belfort.

Il faut croire que la marche à Paris a été d'une certaine efficacité puisque la direction a accepté de négocier deux jours plus tard...

En tout cas chez nous, on constate que bien que nous n'occupions pas, ni ne faisons de piquet de grève, personne ne désire travailler. A part les 25 cadres et la direction que nous n'avons jamais empêché d'entrer depuis le début. Ce qu'il faut comprendre, c'est que chez nous la direction n'a pas respecté les accords signés et puis, il y a un ras l'bol de tout... Le pouvoir d'achat a baissé carrément. Etre dans la misère pour être dans la misère, il vaut mieux faire grève, mais pas se laisser faire.

Une grève aussi dure que celle-ci à Tamaris cela ne s'est jamais vu ici depuis très longtemps, à part en 1968, mais là le contexte était différent. Demain nous attaquons la 5^e semaine... En plus vraiment nous avons le moral. Nous nous organisons, nous avons des légumes que l'on nous apporte et que nous allons acheter au prix de gros et nous bénéficions même de réductions. La municipalité nous donne des pommes de terre. Ils nous prêtent des camions pour aller chercher tous ces produits.

Alsthom Marseille

«On est au 36^e jour de grève ; le moral n'a jamais été aussi bon»

Interview d'un délégué CGT

«La grève chez nous suit son cours des jours précédents. On n'occupe pas et nous ne faisons pas non plus de piquets de grève. On se contente de surveiller les portes, pas plus... On n'empêche pas les camions d'apporter du matériel, mais ce qu'on ne veut pas, c'est qu'ils emportent. La grève est toujours suivie à 99%»

Personne ne cherche à entrer. Le moral ? Il est meilleur de jour en jour et on en est, ce lundi, au 36^e jour de grève ! On est parti trois jours après Belfort...

D'ailleurs, Belfort, St-Florent et Marseille, nous sommes partis un peu en même temps. Nous faisons tous les trois partie de la même division, la division électromécanique. C'est un peu spécial.

Nous, nos revendications ne se décident pas au niveau de la direction générale mais plutôt au niveau de Belfort. D'ailleurs là-bas, ce n'est pas encore sûr qu'ils vont céder...

La semaine dernière, on a fait une petite action : un pique-nique, à la préfecture.

C'est plus difficile de faire des actions ici qu'à Belfort par exemple. Il faut se rendre compte que nous sommes trois cents dans une ville de plus d'un million d'habitants...

Néanmoins, notre lutte est connue à Marseille.

Nous avons jugé que la montée sur Paris avec les gars de Belfort mardi dernier c'était très bon. Personne n'était déçu, au contraire.

La quantité y était et il y avait une certaine unité créée au niveau du groupe. Il y avait longtemps que l'on attendait cela. Occuper le siège ? Non, on avait pas parlé de cela.

La manifestation parisienne des usines Alsthom en lutte le 30 octobre dernier, a laissé un souvenir certain à la plupart des grévistes qui y ont participé. Les délégués CGT de Marseille et de Tamaris que nous avons interviewés portent une appréciation positive sur cette manifestation (voir ci-dessus et ci-contre). Nous donnons ci-dessous le point de vue de quatre grévistes de l'Alsthom St-Ouen. Point de vue mitigé et qui se rapproche assez bien de ce qu'a pu dire un des grévistes de Belfort.

«Belfort à Paris : j'ai senti qu'on était une masse mais je n'étais pas satisfait»

Point de vue de grévistes de Saint-Ouen

Martin : Par exemple devant le siège de l'Alsthom, avenue Kléber, est-ce que tu penses que c'est juste que ce soit des élus qui aient fait les discours ?

Jean-Loup : Surtout quand c'est un élu de l'usine du Bourget qui n'a pas grand chose à voir dans notre lutte. On n'a pas eu beaucoup la parole. Les grévistes avaient tout à fait raison d'avoir voulu occuper le siège, quitte à se faire chasser par les CRS. Ce n'est pas l'avis de mon parti en tout cas...

Martin : C'était le coup de montrer que l'on était décidé.

Patrick : Il fallait y aller dès le matin, quand les gardiens ne nous attendaient pas.

Jean-Paul : Je trouve que les gars de Belfort faisaient une drôle de tête. Ils n'étaient quand même pas venus pour faire 10 km à Paris et puis repartir. Même s'ils n'étaient pas d'accord pour occuper, on aurait pu organiser des discussions avec eux.

Jean-Loup : Et puis, on peut aussi se demander ce que cela a pu nous rapporter d'aller ensuite devant le siège de la métallurgie.

Patrick : A la fin de la manifestation, j'ai repris le métro avec une manifestante qui venait de Belfort. Elle ne travaillait pas à Alsthom, ni son mari, mais elle habite à côté. Elle m'a dit : «tu es Parisien ? Je vais t'expliquer notre lutte». Ce n'est pas à St-Ouen que l'on verrait ça.

Jean-Loup : Mais c'est normal, en province, la solidarité est beaucoup plus forte. A Belfort, tout le monde a un voisin ou un ami qui bosse à l'Alsthom.

— En revenant de cette marche, avez-vous eu l'impression qu'il y avait beaucoup de gars de St-Ouen qui étaient déçus qu'il n'y ait pas eu quelque chose de plus dur ?

Jean-Loup : J'étais content parce que j'ai senti qu'on était une masse, mais je n'étais pas satisfait. On n'a pas eu de négociation, on a parlé dans le vide.

Martin : Quand on a discuté de la marche, on aurait dû prévoir ce qu'on allait y faire, pour faire des propositions.

Jean-Paul : Je pense que si on s'était organisé, on ne se serait pas retrouvé à 20 ou 30 à vouloir entrer. Ce qui est quand même bizarre, c'est que le matin, quand tu discutais avec des gars, ils te disaient tous qu'il faudrait occuper. Ce qui est dur, c'est de ne pas se couper des gars. La question c'est de savoir, au cas où on aurait occupé, si les gars auraient suivi ?

Jean-Loup : Enfin, des gars qui viennent de Belfort, qui ont arrêté des trains, qui ont empêché des avions de décoller, tu crois qu'ils n'avaient pas la détermination pour occuper le siège ? Je pense qu'ils auraient suivi.

La grève se poursuit dans la plupart des usines Alsthom. Très souvent, elle entre dans sa 5^e semaine, fin septembre, très rare sont les entreprises qui ne sont plus en lutte. A Belfort, évidemment, mais aussi à St-Ouen, à Marseille, à St-Florent, à Tamaris, le moral est toujours excellent. Cette volonté de vaincre, d'aller jusqu'au bout, on la retrouve dans cette première semaine de novembre dans toutes ces usines. Il est notamment un indice qui montre le caractère massif quasi unanime du mouvement : dans aucune d'entre elles, on observe une concentration de non grévistes réclamant la réouverture des portes au nom de la prétendue «liberté du travail».

Un camarade de St-Ouen nous signalait même que

lundi matin, jour de prédilection de tous ceux qui veulent faire pression sur les grévistes, on observait même moins de monde que les premières semaines qui s'est présenté pour exiger la reprise du travail.

Peut-on dire pour autant que cette grève du trust Alsthom ne connaît pas de difficultés ? Evidemment non.

A Belfort, locomotive si l'on ose dire du mouvement, il apparaît que certains ne seraient pas fâchés que le mouvement prenne fin avant que les revendications aient été satisfaites.

Ainsi sans doute, s'explique la confusion qui a pu régner en fin de semaine sur la levée du piquet de grève. Rappelons que les grévistes de garde aux portes

apprenaient la nouvelle par la radio... Dans l'ensemble toutefois, ces manœuvres demeurent isolées. De plus, l'unité syndicale reste, pour l'essentiel, d'un bon niveau. Les différences d'appréciation qui peuvent exister entre certains grévistes de St-Ouen ou de Belfort d'une part et ceux de Marseille, St-Florent ou Tamaris sur la manifestation de Paris la semaine passée ne sont pas très étonnantes et doivent être rapportées pour une part à la situation dans chacune de ces entreprises...

Mais ceci est loin d'être l'essentiel. Ce qui compte, aujourd'hui, plus que jamais, c'est la volonté de vaincre. C'est aujourd'hui dans le trust Alsthom la chose la mieux partagée.

Belfort : devant les miettes des dernières négociations

Comment porter de nouveaux coups au patron ?

Près de 2000 travailleurs de l'Alsthom étaient réunis lundi à 14 heures, au centre Benoît Frachon, à Belfort, pour le meeting de l'intersyndicale. Celui-ci, convoqué à la suite des dernières négociations, n'avait pu se tenir devant la porte principale, la pluie froide de novembre aurait dissuadé même des Alsthomiens de rester plus de quelques minutes.

Lacaille, représentant de la CGT, fit un long développement au nom de l'intersyndicale sur les propositions syndicales, en

particulier sur les salaires. «Dans une usine qui compte plus de 21 % d'OS, près de 30 % de P1, le salaire minimum devrait être de 3 000 F, sur les avantages sociaux (le 13^e mois pour lequel nous sommes allés jusqu'à faire la concession de l'avoir en deux ans) ; sur les conditions de travail et les relations de travail dans l'entreprise. En contrepartie de ces propositions, la réponse de la direction est claire : rien, des miettes.

Au terme d'une négociation qui s'est interrompue à quatre heures du matin, le lundi 5 novembre, après de nombreuses interruptions de séance, la

réunion de la commission de conciliation a abouti qu'à un constat en dix huit points parmi lesquels un seul fait nouveau dans les propositions patronales, depuis la dernière négociation du 7 octobre : 5 jours au lieu de quatre pour le congé de mariage ! Le 13^e mois est prévu d'être acquis en cinq ans, mais payé par les travailleurs, étant financé par le simple report des augmentations normalement prévues sur ce 13^e mois...

L'exaspération face à cette obstination du patron est grande ; elle s'est déjà marquée dans la nuit de dimanche à lundi par l'ir-

ruption en force de plusieurs dizaines de travailleurs des piquets sur le lieu de la négociation, vers une heure du matin. Une intervention vite rabrouée par certains représentants de l'intersyndicale qui a eu cependant le mérite de faire sentir aux patrons la détermination des piquets. «On les a vu blanchir pendant quelques minutes, ils ont vraiment eu peur... Deux films des renseignements généraux n'auront d'ailleurs lors de cette même action, dû leur salut qu'à une fuite précipitée... Cette exaspération était également fortement présente ce lundi après-midi et malgré la longueur des interventions de l'intersyndicale, les sifflets pour le patron et les applaudissements pour les propositions d'action ne faiblissent pas : «Il n'est pas question de rentrer sans rien, il faut continuer la lutte» dira Lacaille. «Mais tu sais confie un piquet, on a été les prévenir avant le meeting ; on est monté à plusieurs des différentes portes et on leur a dit : «il ne faut pas que vous proposiez un vote, il faut continuer l'action» et Lacaille sent bien que les gars veulent tous continuer, on ne rentrera pas comme ça». D'ailleurs, s'il fallait rentrer maintenant, le climat serait très dur pour le patron dans la boîte...

Une consultation rapide de l'assistance faite à mains levées, montre que sur 2 000 personnes présentes, la majorité est pour la poursuite de l'action et son durcissement, une dizaine contre, deux s'abstenaient (1). Le retrait de la CGC semble donc être une chose sûre après un dernier appel à renforcer les piquets, le meeting se terminait sans proposition claire d'actions ; une intersyndicale devait se réunir mardi matin pour définir de nouvelles modalités d'action... De nombreux piquets ont l'intention d'y participer.

QUELLES ACTIONS ?

Mais quelle action entreprendre ? «On leur a dit l'intersyndicale», continue un des piquets, «si vous ne voulez pas que les gars fassent des actions commandos très dures, il faut organiser des actions vraiment efficaces, sinon, il va y avoir des réactions très violentes». Effectivement certains envisagent par exemple très sérieusement de brûler des locomotives. Mais que répondent les syndicats ? «Il faut monter l'action mais pas par la violence» dit la CGT «il faut en appeler à la solidarité nationale, c'est sur la population, les élus que nous pouvons comp-

Corresp. BELFORT

Rectificatif : A la une de l'édition d'hier, les informations dataient de lundi 10 heures. Et une erreur de transmission nous a fait qu'à 9 heures étaient rassemblés 400 travailleurs ; il fallait lire 1500.

St-Florent : expulsés de l'entreprise et du local syndical

Il y a quelques jours, le tribunal a condamné les grévistes de St-Florent à évacuer les abords de l'usine. Ils n'ont même pas le droit d'entrer dans leur local syndical... Alors ils restent tous devant la porte. Même avant la décision du tribunal, ils n'empêchaient personne d'entrer mais le patron jugeait qu'ils incitaient ceux qui voulaient travailler à ne pas le faire... Erreur de jugement pour le patron : il n'y en a pas plus qui entrent maintenant...

Correspondant VILLEURBANNE

LUTTES OUVRIERES



Fin octobre, les travailleurs de Boyer se prononcent sur la participation à la journée ville en lutte de St-Quentin avec les grévistes de Motobécane.

Boyer à Saint-Quentin

A cent cinquante kilomètres au nord de Paris, St-Quentin est déjà nettement une ville du Nord. La très grande place de l'Hôtel de Ville, son alignement de maisons en briques rouges ne laissant pas de doutes à ce sujet. C'est d'ailleurs en bas de l'une d'entre elles que l'on aperçoit l'entreprise Boyer de la rue Lecas. Parfaitement intégrée à la ville, cette usine ne ressemble en rien par exemple au département mobylette de Motobécane, presque neuf et démesuré, sur la zone industrielle de Rouvroy.

Chez Boyer, des syndicalistes dynamiques se battent dans une PME de la manutention contre la liquidation. Ils ont déjà une riche expérience et des acquis importants.

Il y a huit jours, après que nous les ayons rencontrés, 171 lettres de licenciements parvenaient à des «Boyer». 60 % des ouvriers concernés, avec le soutien de ceux qui s'appellent eux-mêmes «les conservés de la solution saint-quentinoise» se prononçaient alors pour l'occupation de l'usine. Ils entendent ainsi obtenir la garantie des avantages acquis pour «les conservés» et une solution industrielle qui reprenne les 171 licenciés.

Par François MARCHADIER

LICENCIEMENTS ET LUTTE DANS UNE PME

Depuis deux ans l'usine est en déficit, mais un marché mal goupillé avec l'URSS donne le coup de grâce à l'entreprise. Un déficit de 500 millions amène le patron à envisager des mesures bien plus radicales que le passage de 42 à 40 heures qui était en vigueur depuis le dernier trimestre 1978. Le 9 janvier, les horaires sont ramenés à 30 heures avec perte de salaire (moins 30 % !). Peu après, une vague de 80 licenciements dont 10 pré-retraites est annoncée. Le 22 mars, les licenciements sont effectifs. La lutte continue pourtant avec l'essentiel des 292 personnes restantes.

Le tribunal de commerce décide le dépôt de bilan le 9 avril. Un syndic est nommé pour assurer le pilotage de l'entreprise. Le défilé des candidats à la reprise continue. Mi-juillet, le syndic annonce une deuxième vague de licenciements : 171, précise le tribunal de commerce en acceptant «la solution saint-

quentinoise». L'effet de ces menaces de licenciements est net au niveau de la production. Alors qu'en temps ordinaire, 250 tonnes de matériel sortaient mensuellement de chez Boyer, depuis septembre, il n'en sortait plus que 25. Jusqu'à ce que la décision d'occuper soit prise, l'horaire hebdomadaire n'était que de 30 h. Le travail s'arrêtait le jeudi à midi et éventuellement, si les ouvriers avaient participé à des actions durant les heures de travail, ils rattrapaient le jeudi après-midi ou le vendredi, la maîtrise, qui participe à la lutte (ce qui n'est pas le cas des cadres) faisant preuve de souplesse.

Nous publions ci-dessous une interview de Raymonde, militante CFDT et de Didier, délégué CGT. Précisons que 50 % environ du personnel de l'entreprise est syndiqué et que la CFDT recueille 65 % des voix aux élections professionnelles.



Des travailleurs de Boyer à la manifestation.

«Ce qui nous intéresse, c'est la garantie que nous donnera le patron qui nous reprendra, pas la nationalité de ses capitaux»

► Vous parlez très souvent d'unité de personnels...

C'est une tradition ancienne dans l'usine. Nous essayons toujours de recueillir l'unanimité dans nos décisions. Toutes les actions marquantes ont été accomplies tous ensemble.

► Il n'y a pas de contradictions entre la CGT et la CFDT ?

Sur la conduite de la lutte, c'est très rare. En revanche, il peut y en avoir, comme récemment, sur l'opportunité de déclencher une journée «ville en lutte» et sur la manière dont cela a été fait par l'UL CGT.

► Vous avez été amené à vous prononcer entre deux solutions industrielles pour le redémarrage de la boîte. L'une dite «St-Quentinoise» et l'autre émanant du groupe allemand, PHB. Or, vous êtes moins défavorable à la deuxième solution. Dans une municipalité dirigée par le PCF et non loin de Motobécane, où l'on parle beaucoup de la nécessité de fabriquer «des motos françaises», cela mérite explication.

C'est vrai que l'on a essayé, «on» c'est surtout les patrons promoteurs de la solution saint-quentinoise, de faire jouer la fibre nationaliste. Ils nous disaient : «Il ne faut pas se germaniser». Nous, ce qui nous intéressait, ce sont les garanties qu'ils nous donnaient s'ils nous

reprenaient. Les deux solutions, la st-quentinoise et l'allemande entraînent 171 licenciements. Mais la solution saint-quentinoise présente encore plus d'inconvénients. On les connaît bien, ces patrons rétrogrades chez lesquels il n'y a pas de syndicats parce qu'ils s'opposent à toute tentative d'en mettre un sur pied, qui vous font travailler sans sécurité, chez qui les barèmes de salaires sont en dessous de la moyenne et qui ne payent même pas les heures supplémentaires... C'est cela que nous prenons en considération, pas la nationalité des capitaux. Quel sens cela aurait-il de s'opposer à la solu-

tion allemande, alors qu'aujourd'hui, les capitaux passent les frontières dans tous les sens ? Et puis, si l'on ne veut pas de capitaux étrangers en France, il faut aussi refuser que les capitaux français soient investis à l'étranger !

► La section CGT est d'accord avec ce point de vue ?

Oui, tout à fait.

► En mars dernier, 80 licenciements sont intervenus dans l'usine. Comment expliquez-vous qu'il n'ait pas été possible de s'y opposer ?

Pour deux raisons essentielles, premièrement, c'est peut-être que des actions assez nombreuses avaient été faites auparavant contre ces licenciements et que les gars ont peut-être fait le raisonnement que l'action n'était pas très efficace. Deuxièmement et surtout, les affirmations patronales selon lesquelles, après cette première saignée, l'emploi des autres serait garanti, ont pu avoir une certaine prise.

► Que voulez-vous dire quand vous dites «les gars ont fait le raisonnement que l'action n'aurait peut-être pas été très efficace ?»

Oui, cela pose la question de l'efficacité de la lutte contre les licenciements. On s'est rendu compte que c'est une lutte très dure. Nous n'avons pas connaissance de luttes sur cette ques-

tion s'étant terminée victorieusement. Au départ, nous avions une position de principe : «Les licenciements, ça ne se discute pas». Aujourd'hui, nous pensons que nous avons plus de chances d'obtenir satisfaction en rabaisant la barre et en demandant pour 76 d'entre nous (les plus de 50 ans) les avantages prévus dans la convention sidérurgie en matière de préretraite : c'est-à-dire 70% du salaire jusqu'à 65 ans.

Certes, c'est un compromis, mais nous devons aussi tenir compte du fait que le secteur de la manutention auquel nous appartenons est extrêmement divisé, la restructuration n'est pas encore passée par là. Il en découle pour nous que nous ne sommes pas en position de force pour imposer notre point de vue.

Nous posons une question : «Quel impact peut-il avoir si les syndicats répètent constamment «il ne doit pas y avoir un seul licenciement» et que ceux-ci interviennent quand même malgré la lutte. Nous préférons avancer des revendications qui nous évitent le chômage mais que nous obtenons.

La solution saint-quentinoise, c'est la reprise de l'usine par une association locale de petits patrons de la manutention. Cette solution est refusée par les travailleurs à cause des licenciements qu'elle entraînerait et à cause des conditions de travail et de rémunération déplorables que ces patrons imposent à ceux qu'ils exploitent déjà.

Une longue liste d'actions coups de poing

«Les ouvriers ne sont plus tellement chauds pour les simples manifestations qui ne font pas assez parler de nous»

Janvier : Manifestation avec 90 % du personnel contre la première vague de licenciements.

Février : Blocage de routes avec le matériel de l'entreprise. Rassemblement de différentes boîtes de la métallurgie. Blocages de différents axes routiers. Nous retenons une délégation patronale puis l'inspecteur du travail. Grande campagne d'information de la population.

Mars : Occupation de la chambre patronale. Blocage des passages à niveau. Conférence de presse publique. Séquestration du patron pendant trois heures. Grève.

Juin : Nouvelle manifestation.

Septembre : Séquestration du préfet pendant trois heures. Il s'en faut de peu qu'un affrontement soit déclenché avec les CRS qui sont venus le libérer. Opération portes ouvertes réussie. Occupation de l'UIMM locale (USIMA).

Octobre : Blocage du pont et du viaduc pendant neuf heures avec 90 % du personnel. Différentes actions communes avec Motobécane en grève.

UNE UNITE PROFONDE

Lundi 23, tous les ouvriers de Boyer sont réunis en assemblée générale. Un délégué, visiblement un des principaux leaders de la lutte, rend publics les résultats du vote sur la solution Saint-Quentinoise.

Pour : 28 ; contre : 82 ; Abstention et nuls : 4 ; (14 personnes étant malades ou s'étant fait excuser). Une écrasante majorité contre. C'est un véritable «hourrah» qui s'échappe des poitrines quand, à main levée, est annoncé que «dans le but de préserver l'unité de tous les Boyer, les 32 qui ont voté contre ou se sont abstenus annoncent qu'ils se rallient à la décision majoritaire qui devient ainsi unanime».

ALSTHOM-BELFORT



Judi 1^{er} novembre, Alsthom Belfort entame sa 6^e semaine de grève : le moral des grévistes est bon ; car une solidarité extraordinaire s'est développée autour des Alsthomiens en lutte, et dans ce courant de soutien, la place des femmes ne semble pas la moindre.

A Belfort, le jour de la Toussaint, j'ai pu m'entretenir avec de nombreuses femmes : femmes de grévistes, ouvrières d'Alsthom, femmes de grévistes travailleuses elles-mêmes, toutes participant à la lutte avec autant de détermination que leurs maris, mais d'une manière spécifique.

Judi 1^{er} novembre, vers 18 H, à «la Mômérie», une dizaine de femmes tricotent ou discutent tout en surveillant les enfants. Je prends place dans le cercle et la discussion s'engage. Pendant que son bambin s'amuse avec 2 jeunes militants, une jeune femme raconte : «Dès les premiers jours de la grève, nous nous sommes retrouvées à 4 femmes au foyer, qui nous connaissions bien ; les maris étaient toujours à l'usine à cause de l'occupation, on s'est dit qu'il fallait se regrouper, sortir chacune de notre isolement, avoir des informations vraies sur le conflit, ne pas se fier aux ragots qui circulaient dans le quartier sur la grève, enfin dire son mot. Alors, on a rédigé une lettre ouverte aux femmes de grévistes (voir encart), que nous avons distribuée au marché, et au Suma du quartier «Les Résidences» et qui appelait à une réunion dans la salle du CE, à l'usine. Puis nous avons confectionné notre banderole «Les femmes de grévistes en lutte avec leurs maris» que nous emmenons dans toutes les manifestations. Nous sommes aussi allées à la mairie où nous avons obtenu la gratuité de la cantine pour les enfants de grévistes du CES. Et quand le PDG Schuetz a écrit aux familles, espérant ainsi atteindre l'unité des grévistes, c'est nous qui avons répondu : «Nous vous précisons que malgré vos pressions, nous sommes en lutte avec nos maris et que nous les soutiendrons, jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications».

Et puis, il y a eu l'occupation du Lion, organisée par une trentaine de femmes. (Le Lion, c'est un luxueux hôtel de Belfort où le patron d'Alsthom, Dufour, s'est

réfugié depuis la grève - NDLR).

Puis une autre femme, lâchant son tricot, explique à son tour : «Moi, je soutiens la grève, mais c'est le premier jour que je viens ici à la Mômérie, car je suis femme de gréviste, mais aussi travailleuse, je n'ai pas beaucoup de temps, mais aujourd'hui, c'est ma fille qui m'a décidée parce qu'elle retrouve sa copine à la Mômérie...»

La Mômérie, qu'est-ce que c'est ?

Une crèche ouverte dans l'Alsthom occupée, de 8 heures du matin à 21 H le soir ; en fait de crèche, on y trouve tous les âges : des plus petits qui se reposent au dortoir, aux plus grands qui jouent au ping-pong dans le hall tout proche. Cette idée est venue dès le début du conflit de militants et militantes CFDT, qui voulaient dégager les parents du souci permanent des enfants, ceci pour leur permettre une participation maximum à la lutte.

Comme pour l'organisation des femmes de grévistes, l'Intersyndicale n'était pas d'accord au départ ; puis l'idée s'est imposée et la Mômérie fonctionne, dans la salle du CE ; juste à côté, il y a la cantine, occupée elle aussi, où les grévistes et leurs familles, peuvent prendre leurs repas de midi et du soir pour 4 F 50 pièce.

La solidarité des femmes mais aussi celle des enfants

«Dufour, salaud, le peuple aura ta peau» c'est un bambin

de 5 ans qui chantonne, à la Mômérie, tout en fabriquant un avion de papier. Les mamans, assises à deux pas, se mettent à rire. Les gosses aussi vivent la grève à leur façon...

Le vendredi 2 novembre à 9 H, devant la grande porte de l'usine, je rencontre une femme de gréviste qui vient comme chaque matin, prendre les nouvelles au meeting de l'Intersyndicale. La quarantaine, femme au foyer, elle est révoltée par les salaires de misère des ouvriers de l'Alsthom, révoltée aussi par l'arrogance des patrons mais très fière d'avoir participé à toutes les actions : «Depuis le début de la grève, j'ai laissé le ménage à la maison... toutes les actions, j'y étais ; quand on a bloqué le train, les deux fois, et la manifestation de Paris, j'y étais aussi et quand on a occupé le Lion, bien sûr...» Et ce qui fait plaisir à cette mère de famille, c'est l'attitude de son grand fils qui comprend la grève. «L'autre jour, il m'a reproché : Pourquoi tu m'achètes de la viande, maman ; c'est la grève, je peux m'en passer. Et il est allé voir au piquet de grève, de lui-même, m'explique-t-elle, pour s'informer, discuter, et sans que je lui en parle. Et l'autre soir, j'étais rentrée tard du piquet de grève, la vaisselle m'attendait, mais je trouve un mot sur la table de la cuisine : maman, ne touches pas à la vaisselle, je la ferai demain matin».

Les femmes ont leur mot à dire

A la fin du meeting, quand de très nombreux grévistes vont manifester leur mécontentement à l'égard de l'Intersyndicale, les

Cette expérience des femmes de Belfort me semble d'autant plus intéressante qu'elle apporte une réponse concrète aux questions qui se posent aujourd'hui sur la place des femmes dans la lutte, qu'elle situe le combat des femmes sur son vrai terrain : la lutte des classes.

Cette réponse on peut la résumer dans cette phrase toute simple prononcée par une femme de gréviste lors d'un meeting de solidarité des Alsthom le 3 octobre à Belfort. «Nous tenons à dire que dans ce combat, nous y avons toute notre place».

Mais voyons tout d'abord comment les femmes se sont organisées.

femmes ne seront pas les dernières à donner leur avis : «L'occupation de la Place Corbis, ça ne sert à rien qu'à nous mettre la population de Belfort à dos», lance l'une d'elles. Puis, cette mère de famille qui vient de me parler de son fils «Il n'y a qu'à attraper Dufour, ce salopard» (c'est le patron d'Alsthom NDLR) et une 3^e me confie : «C'est toujours pareil, la CGT ne veut pas d'action, et les autres n'osent rien dire, à cause de l'unité. Je suis pourtant pacifique, mais quand on voit tout ce qu'on a fait sans résultat, depuis 5 semaines, on arrive à se dire qu'il faut aller plus loin, faire des actions dures...»

Bien sûr tout n'est pas rose

Certains maris pourtant ne voient pas d'un très bon œil la participation de leur femme à la lutte. C'est un militant CFDT qui m'explique les difficultés d'une

LETTRÉ OUVERTE AUX FEMMES DE GRÉVISTES (extraits)

«...n'attendons pas le retour de nos maris pour être informées de la suite des événements, sortons de chez nous, informons-nous sur place, soutenons-les dans leur action, descendons dans la rue avec nos enfants manifester notre mécontentement...»

ouvrière d'Alsthom, gréviste elle aussi, son mari ne travaille pas à l'Alsthom et s'oppose à ce qu'elle participe à l'occupation. Pourtant, chaque jour, dès que le mari est parti à l'usine et les enfants à l'école, elle prend la mobylette et elle vient au piquet ; le soir, bien sûr, elle repart tôt, préparer la soupe avant que le mari ne rentre du boulot. «Mais l'important, conclut ce militant, c'est qu'elle soit là quand même, et qu'elle apporte sa part à la lutte».

Ça a été très important pour le moral des grévistes

L'appréciation des grévistes à l'égard des femmes qui sont dans la lutte, est extrêmement positive. «Ça a été très important pour soutenir le moral des grévistes, me dit un militant. Non seulement les femmes ne tirent pas en arrière, mais je dirais même, quand il s'agit d'envisager des actions plus dures, elles sont souvent les premières : l'occupation du Lion par exemple, c'est venu des femmes...».

«Femmes au foyer, femmes en usine, travailleurs, nous sommes tous solidaires. Nous nous battons pour la vie et l'avenir de nos enfants». Lancée au début de la grève par une femme de gréviste lors d'un meeting public, cette idée a fait son chemin à l'Alsthom-Belfort.

Frédérique SIMON

Cinquième semaine de grève à l'Alsthom St-Ouen

«Dans ce mouvement, l'unité syndicale est très bonne», «Le comité de grève dont nous sommes dotés, nous le considérons comme un acquis qu'il faudra perfectionner.» «Les coups de poing que nous avons organisés jusqu'à présent se sont révélés très positifs, on devrait en organiser plus souvent.» «La lutte cherche son second souffle mais l'heure n'est nullement au découragement, seuls quelques non-grévistes insistent pour reprendre le travail.»

C'est là quelques uns des points de vue exprimés samedi dernier à l'occasion d'une table ronde organisée à l'initiative de la cellule du PCRml. Huit ouvriers et deux employés de l'Alsthom-Unelec St-Ouen y ont participé. Deux ou trois d'entre eux n'ont pu participer à la discussion jusqu'au bout car ils devaient aller assurer leur tour de garde, aux portes de l'usine occupée. Naturellement cette discussion ne fait pas le tour de tous les problèmes rencontrés dans la lutte qui entre dans sa quatrième semaine. Ce n'est que le début d'un approfondissement de quelques uns d'entre eux.

Propos recueillis par François MARCHADIER

«SUR LES GRANDES LIGNES DE NOTRE ACTION ACTUELLE TOUT LE MONDE EST UNIS»



Des grévistes sortent une table sur la place de la mairie pour contraindre le patron à négocier.

SURMONTER LES DIVISIONS, PRENDRE DES INITIATIVES

Sur le même site, à St-Ouen, trois filiales Alsthom : CGEE, Signaux et Unelec. Les capitalistes se donnent les moyens de détourner la loi et de diviser les travailleurs ! Il arrive aussi qu'au sein de la même filiale, comme Unelec, existe une division entre les chaudronniers et le reste des ouvriers... Mais les actions coups de poing à la suite de Belfort permettent de plus en plus de surmonter ces différences.

Jean-loup : A la chaudronnerie, on a le net sentiment qu'ils ne sont pas avec nous.

Jean-Paul : Il faut voir que ça évolue. Quand on leur téléphone pour qu'ils envoient un gars quelque part, ils le font de plus en plus facilement.

Martin : Il faut aussi qu'ils prennent conscience que s'ils ne participent pas aux collectes, par exemple avec les gars des signaux

et de la CGEE, ils ne pourront pas participer au partage...

Jean-loup : Ce n'est pas qu'ils soient contre la grève ; la preuve d'ailleurs, c'est que c'est le premier secteur qui est parti.

— Ont-ils participé avec vous à l'occupation de la Bourse ?

Martin : Oui, il y en avait plusieurs.

Jean-loup : Néanmoins, il subsiste un nuage entre eux et nous...

Denis : Maintenant, ils gardent les portes avec nous ; ce n'est plus comme au début, où ils restaient dans leur atelier.

Jean-loup : Ils ont des tendances corporatistes. En plus des mêmes revendications que nous : 300 F, 13^e mois, etc. ils ont leurs propres revendications. Mais c'est vrai qu'avec eux, c'est plus fraternel qu'avant.

— Avez-vous l'impression que la lutte s'essouffle ?

Georges : Non, le moral irait même plutôt en s'améliorant.

Denis : Je connais des gars, pas actifs dans la grève, qui ont dit : je ne peux pas tenir plus. Les actifs, eux, ils veulent continuer. **Jean-loup :** Il ne faut pas oublier que le patron a écouré tout le monde les premiers jours avec la lettre qu'il a envoyée pour dire que le vote décidant la grève n'était pas valable.

Patrick : Si on rouvrait les portes maintenant, les syndicats perdraient beaucoup de voix et les jaunes nous rieraient au nez ; beaucoup de gars seraient écourés et ne voudraient plus rien faire, moi le premier.

Jean-Paul : Le moral n'est pas à la reprise, mais on est à la recherche du second souffle.

— C'est à dire ?

Jean-loup : Il me semble que cela se joue autour de l'animation interne de la grève. Il faut que les gars ne s'ennuient pas. Aussi, il nous faut sortir de notre trou. Nous devons aussi gagner un soutien efficace de l'extérieur.

— Un «Saint-Ouen ville morte» comme le disait un gréviste tout à l'heure, ça répondrait à cet objectif ?

Jean-loup : Je ne pense pas que ce soit possible à St-Ouen. Ici, ce n'est pas le même problème que Belfort. Dans cette Alsthom ici, on habite un peu partout, de façon dispersée dans la région parisienne. On est loin d'être la seule usine de St-Ouen.

— Comment l'idée de faire des actions coups de poing

est-elle apparue ? On ne voyait pas cela aussi systématiquement qu'aujourd'hui dans les grèves il y a quelques mois.

Patrick : Je crois qu'en partie, cela vient du fait qu'on en avait assez d'entendre toujours parler de Belfort et jamais de St-Ouen. Alors, on s'est dit, on va s'y mettre aussi. De toutes façons, cette idée ne vient pas d'une seule personne.

Jean-Paul : C'est sûr que ce qui se faisait à Belfort nous a donné des idées.

Jean-loup : En tout cas, la proposition a été très bien acceptée. L'occupation de la Bourse en tout

cas a été payante. FR 3 et les radios en ont parlé.

Jean-Paul : C'est comme quand nous avons sorti une table pour obliger le patron à s'asseoir et à négocier : j'ai trouvé ça très bien. Malheureusement, derrière, il y en a qui tenaient une banderole CGT... On ne sait pas ce qu'elle faisait là.

— Et d'organiser une délégation de St-Ouen qui se rendrait à Belfort, vous l'avez envisagé ?

Jean-loup : Non.

— Pour le moment, ce

sont les intersyndicaux qui se rencontrent ?

Jean-loup : Je ne sais pas. Je pense qu'ils pourraient venir à St-Ouen nous rencontrer.

Martin : Non, il n'y a pas de contact. Ça ne me semble pas primordial.

Jean-loup : Ils font leurs actions de leur côté, nous on trouve ça bien, et on fait ça du nôtre...

Jean-Paul : Il me semble que le fait que Belfort nous ait inspiré pour les actions coups de poing montre que l'on ne peut pas voir une lutte indépendamment de l'autre ; surtout que nous avons les mêmes revendications.

L'UNITE SYNDICALE

En 1977, onze semaines de débrayages avaient abouti à une division syndicale encore présente dans toutes les mémoires. Cette lutte-ci est très différente de ce point de vue.

— Une des caractéristiques de votre lutte, semble-t-il, c'est l'unité syndicale...

Jean (03, 24 ans, syndiqué CGT) : Oui, cette année, l'unité est très bonne.

Ahmed (03, 37 ans, ancien syndiqué CGT) : Pour l'instant, oui, c'est bon...

Jean-loup (03, 28 ans, syndiqué CGT, membre du comité de grève) : On a réussi en début de grève à faire une union des syndicats. Ils se sont mis d'accord pour qu'ils lavent leur linge sale entre eux et l'ensemble des ouvriers ont exigé que les syndicats s'entendent pour que nos revendications soient défendues patiemment de chaque côté. Tous les délégués avec qui j'ai parlé étaient d'accord là-dessus et depuis, on a commencé à s'améliorer. Je ne suis pas le seul ouvrier qui ait poussé à la roue, c'était le seul moyen d'y arriver.

Jean : J'ai entendu dire qu'il y avait encore des querelles anciennes sur le Comité d'Etablissement...

Jean-loup : Oui, mais c'est terminé. Ce que les ouvriers veulent, ce n'est pas tellement qu'on s'occupe

des magouilles qu'il y a eu dans le temps, mais de la lutte actuelle. Jusqu'à présent, les ouvriers disaient : les syndicats il y en a ras-l'bol, on ne veut plus être syndiqué. D'ailleurs, dans les syndicats, cela sentait mauvais il y a quelques temps.

Depuis que les syndicats ont dit : «On va être unitaire», cela marche beaucoup mieux.

— L'aspiration à l'unité des syndicats est ancienne ; comment expliquez-vous que cette fois-ci elle ait été possible. Quelle influence a pu avoir l'accord interconfédéral du début septembre ?

Denis (employée, 37 ans, déléguée CFDT) : Dès le départ, les syndicats ont dit non joue cartes sur table. C'est pour cela qu'à mon avis, l'unité s'est faite très vite. Même s'il y a encore quelques petites querelles inévitables.

Jean-loup : Non, ce n'est pas évident que cet accord ait pu avoir de l'influence.

Martin (PI, CFDT, 24 ans) : Non, au niveau de la CFDT, Edmond Maire, on ne s'en occupe pas trop.

Jean-loup : Non, on ne s'occupe pas tellement des directives des centrales...

Jean-Paul (PI, 28 ans) : Il me semble qu'il y a quelque chose d'important : c'est de voir qu'il risque d'y avoir division syndicale quand il se pose un problème important. Par exemple, en 77, la division est apparue au moment de la contre-attaque du patron. Si les CRS interviennent, il est probable qu'il y aura division...

— Une question qui est posée dans ce cas, c'est quel moyen les travailleurs se donnent pour continuer l'unité syndicale. Est-ce que le comité de grève peut répondre à ce genre de problème ?

— Une question qui est posée dans ce cas, c'est quel moyen les travailleurs se donnent pour continuer l'unité syndicale. Est-ce que le comité de grève peut répondre à ce genre de problème ?

Jean : Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est que deux syndicats dans la même usine n'arrivent généralement pas à s'unir pour avoir de bons résultats...

Denis : C'est normal qu'il y ait de petits accrochages, mais avouez que sur les grandes lignes de notre action actuelle, tout le monde est uni.

«SYNDIQUE OU NON, TU AS LE DROIT DE PRENDRE LA PAROLE»

Comment agir pour que le maximum de grévistes prennent eux-mêmes en main leur lutte ? La mise sur pied d'un comité de grève rassemblant paritairement l'intersyndicale et des ouvriers, syndiqués ou non, choisis dans leur secteur est un début de réponse...

Patrick (employé, 26 ans, syndiqué CFDT) : Parmi les grévistes, il y a pas mal de non-syndiqués et à ceux-là, on ne demande pas leur avis.

Denis : Mais si, puisqu'ils sont représentés au comité de grève.

Ahmed : Non, tu as tort, Patrick, au comité de grève, il y a 25 représentants de l'intersyndicale et 25 représentants directement élus par les ateliers.

Denis (PI, 21 ans, non syndiqué) : Je ne suis pas tellement d'accord avec ces 25 et 25 ; en fin de compte, ça revient à la même chose que l'intersyndicale élargie. La dernière fois, on m'a rejeté gentiment parce que je ne fais pas partie du comité ! Nous, les ouvriers, on n'a rien à dire. Qu'est-ce qui est en haut ? Il n'y a pas de doute, c'est le syndicat !

Plusieurs fois, on m'a fait le reproche que je n'avais rien à faire aux réunions du comité de grève.

Denis : Non, on t'avait dit que tu devrais laisser la place autour de la table aux gars élus. Si ce n'est que ce petit détail là...

Denis : Oui, mais ce jour-là, il n'y avait personne de mon secteur à la réunion. Les deux que nous avions élus n'étaient pas là ! J'y suis allé pour représenter notre atelier.

De toute manière, je trouve que les syndicats sont trop représentés dans le comité de grève par rapport à la masse des ouvriers.

Jean-loup : N'oublions pas que, sauf au début de la lutte, on n'est jamais 50 aux réunions. Aujourd'hui, par exemple, on était peut-être 25. Moi, j'ai été élu au comité de grève, j'ai l'étiquette CGT mais il y en a qui ont l'étiquette CFDT...

Denis : ... Oui, et il y a très peu de non-syndiqués...

Jean-loup : ... S'ils n'ont pas été élus dans leur secteur, on n'y peut rien !

Denis : Je trouve qu'on n'a pas beaucoup la parole...

Jean-loup : On ne vous a pas refusés les commissions et là vous y êtes présents. Et vous y dites ce que vous avez à dire. Après, vous nous mandatez pour dire au comité de grève ce que nous avons à dire. La commission solidarité par exemple, a duré plus d'une heure aujourd'hui à discuter.

Ahmed : Oui, que tu sois syndiqué ou non-syndiqué, tu as le droit de prendre la parole.

« DES GARS SE SONT DIT : MOI AUSSI J'AI MON MOT A DIRE »

— Est-ce que vous pensez que la mise sur pied d'un comité de grève est un acquis important de votre lutte ?

Patrick : Oui, mais si c'était à refaire, je pense qu'il faudrait qu'il y ait plus de représentants du comité de grève qui soient élus par les ouvriers.

Jean-loup : Est-ce que tu remets en cause la représentativité syndicale ?

maintenant, c'est qu'il y a plein de gars qui n'ont été élus ni d'un côté ni de l'autre qui viennent parce qu'ils pensent qu'ils ont des choses à dire. Evidemment, il faut les laisser parler.

Ahmed : Oui, sinon ils vont s'en aller !

Jean-loup : Il y a une chose que l'on peut tirer de cette réunion que nous tenons maintenant. Ce n'est pas une réunion du comité ou quoi que ce soit, mais si on réunissait une dizaine de gars autour d'une table avec deux ou trois du comité de grève pour discuter avec eux, on arriverait peut être à trouver des solutions. On ne fait pas ça souvent... Jusqu'à présent, je ne l'avais pas envisagé vu. J'ai l'impression d'avoir avancé là à discuter avec un journaliste quelles que soient les tendances. On a l'impression d'être dans une réunion de cellule...

— Est-ce que les Assemblées Générales ne leur permettent pas de s'exprimer ?

Jean-loup : Il n'y en a pas eu beaucoup jusqu'à présent ; trois, je crois.

Denis : Oui, mais de toute manière, l'ordre du jour est décidé par le comité de grève...

Jean-Paul : Oui, il faut voir que tu as un gars avec un micro au-dessus de tout le monde, qui parle bien. Pour qu'un gréviste parle, il faut vraiment qu'il sente qu'il a l'assentiment de tout le monde...

— Pour résumer votre point de vue, vous pensez que le comité de grève est un acquis de votre lutte mais qu'il faudrait encore le perfectionner ?

Jean-loup : Oui, il me semble qu'il faudrait réorganiser des élections régulièrement. Ce que je ne sais pas, c'est s'il faudrait qu'il y ait plus de sièges réservés à des non-représentants de l'intersyndicale. D'un côté, c'est vrai qu'au comité de grève, ce sont surtout les représentants de l'intersyndicale qui ont la parole. Sur ce dernier point, je ne sais pas, c'est une question que je me pose... Ce qu'il me semble aussi, c'est que réélection périodique ou pas, il devrait y avoir des suppléants pour remplacer les absents au comité de grève.

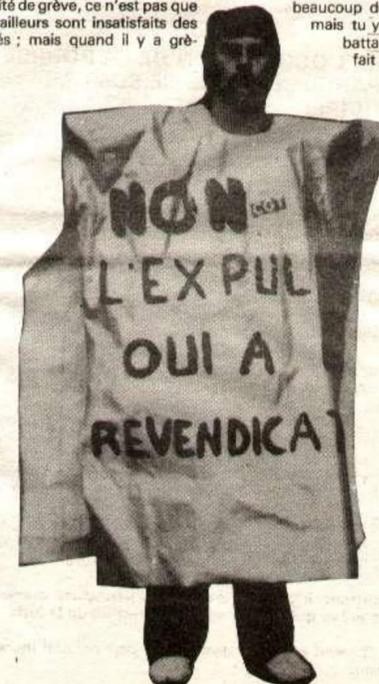
Si, à mon avis, il faut des non-délégués en nombre suffisant au comité de grève, ce n'est pas que les travailleurs sont insatisfaits des délégués ; mais quand il y a grève,

ils sont vraiment trop dans leurs petites affaires syndicales. Ils ont le crâne archi-bourré. Ils oublient les idées nouvelles et les petits problèmes. En-dehors des grèves, il y a beaucoup de gens qui n'osent pas s'exprimer. En cas de grève, ils ne demandent qu'à parler mais bien trop souvent on leur coupe la parole, et il y a des moments où ça les dégoûte.

— Votre point de vue, en résumé, c'est qu'il n'y a pas suffisamment de structures permettant de prendre en compte au maximum les aspirations et suggestions des travailleurs ?

Jean-loup : Il y a bien les pan-neaux d'expression libre, mais il n'y a pas grand-chose dessus.

Jean-Paul : Oui, il arrive que les gars s'expriment par d'autres biais. Si tu es un peu connu, ils viennent te voir pour dire «il faudrait faire ceci ou cela». On parle beaucoup de démocratie, mais tu y arrives en te battant ; ça ne se fait pas tout seul.



INFORMATIONS GENERALES

4 ans après l'«accident» de la Samaritaine qui a fait 3 morts

La Samaritaine n'est pas au procès !

Lundi devait s'ouvrir devant la 14^e chambre du tribunal correctionnel le procès de deux cadres de l'entreprise Huillet, l'entreprise de forage qui employait les 3 ouvriers morts asphyxiés par des émanations d'hydrogène sulfuré, dans les sous-sols de la Samaritaine, le 24 février 1976. Le Syndicat du Commerce de Paris CFDT, qui s'est porté partie civile, veut par là montrer que ces 3 morts ne sont pas victimes de la «fatalité», comme on voudrait le faire croire. Le procès a finalement été reporté au 7 janvier, les familles des victimes demandent que le directeur soit entendu au titre de sa responsabilité civile.

Le 24 février 1976, 3 ouvriers de l'entreprise Huillet, trouvaient la mort dans les sous-sols de la Samaritaine, à Paris. Ils avaient été asphyxiés par d'importantes émanations d'hydrogène sulfuré, qui sous l'effet de litres et de litres d'acide chlorhydrique déversés, s'était dégagé du puits qu'ils récuraient. Ce puits servait à alimenter en eau le système de refroidissement du groupe électrogène du magasin. Le lendemain, France Soir tirait à la une : «3 morts à la Samaritaine, le pire a été évité». Bien sûr, si l'accident était survenu quelques minutes plus tôt, le nombre des victimes aurait pu être considérable, parmi les clients du magasin. Mais trois ouvriers morts, deux pompiers de la Samaritaine intoxiqués, une petite fille jouant à la marelle sur le trottoir longeant le magasin retrouvée inanimée, c'est bien plus qu'un accident, c'est déjà «le pire» !

occasionnant un dégagement de gaz nauséabond, sentant l'œuf pourri. La direction fit installer une ventilation de 1,25 CV qui s'avéra insuffisante. Pourtant l'existence de ce dégagement gazeux était connue. Les employés travaillant au sous-sol se sont plaints à plusieurs reprises de cette odeur qui les forçait à sortir respirer dehors, malgré l'ouverture des portes. Les pompiers ont fait remarquer que les cuivres des robinets d'incendie s'étaient noircis (sur les 9 étages du magasin) sous l'effet d'une oxydation anormale.

Deuxième question : dans ces conditions, pourquoi le jour de l'accident, la Samaritaine n'a-t-elle pas prévenu le service de sécurité qu'une opération de déversement d'acide avait lieu ?

Troisième question : pourquoi les ouvriers, vu l'insuffisance de la ventilation, n'étaient-ils pas munis de masques à gaz protecteurs pour effectuer l'opération ?

Quatrième question : pourquoi la Samaritaine a-t-elle refusé les jours suivants de faire évacuer le personnel travaillant dans les bureaux du sous-sol, alors que les émanations de gaz sulfuré n'avaient pas cessé ?

Cinquième question : pourquoi a-t-elle fait croire que les employés intoxiqués étaient soi-disant atteints de «tétanie» (troubles musculaires dus à un manque de calcium...) et sous l'emprise d'une «psychose».

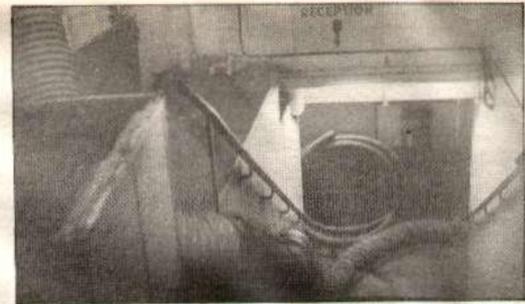
UNE SEULE REPONSE : «CELA VA FAIRE BAISSER LE CHIFFRE D'AFFAIRES»...

La section CFDT et la Commission d'Enquête ont mis à jour les causes réelles de l'accident : sur toute la ligne, avant et après l'accident c'est la volonté d'économiser sur la sécurité et la santé. Ainsi, aucune étude géologique du terrain n'a été fournie par la Samaritaine à l'entreprise Huillet, alors que c'est au contact d'une couche de pyrite qui n'est mentionnée nulle part qu'a eu lieu le dégagement d'hydrogène sulfuré. Ainsi, l'acide employé aurait pu être remplacé par un autre, l'acide sulfamique. Mais cela aurait coûté plus cher. Ainsi, à la demande de faire évacuer l'ensemble des employés qui travaillaient dans ces locaux,

CINQ QUESTIONS A LA DIRECTION DE LA SAMARITAINE

Un accident ? C'est à voir. La Commission d'Enquête, mise sur pied à l'initiative de la section CFDT de la Samaritaine, et regroupant des employés de la Samaritaine du Bazar de l'Hôtel de Ville, des Galeries Lafayette et le Clisact, posait dès le mois de mai 76, 5 questions à la direction de la Samaritaine.

Première question : pourquoi la direction, qui a fait forer ce puits en 1963, ne l'a-t-elle jamais entretenu, alors que le débit d'eau était passé de 140 m3 à 20 m3 par heure ? Quinze jours avant l'accident, un essai à l'acide chlorhydrique a été effectué,



Après l'accident, des mesures bien insuffisantes pour évacuer le gaz.

TRICASTIN : LA CFDT PRETE A S'OPPOSER AU CHARGEMENT

Le chargement de la centrale de Tricastin était prévu pour ce mardi. Alors qu'une manifestation devait se tenir le même jour, il semblerait que la direction ait repoussé ce chargement à mercredi ou jeudi, nous indiquait lundi un responsable de la CFDT de Tricastin.

Partant d'une meilleure implantation à Tricastin qu'à Gravelines, la CFDT était prête à s'opposer seule au chargement malgré les informations dont elle dispose qui indiquent que des milices privées ont été embauchées à contrat de trois semaines pour faire les 3 x 8 pendant la durée du chargement.

Interpellation de suspects corses

Selon le comité de soutien aux Corses emprisonnés, six personnes ont été interpellées à la suite des attentats revendiqués par le FNLC à Paris et à Lyon. Le comité dénonce les conditions dans lesquelles ces interpellations ont été effectuées : une des commissions rogatoires aurait été remplie sur place.

la direction a répondu : «Cela va faire baisser le chiffre d'affaires». Les fruits, primeurs, la boucherie et la charcuterie du rayon alimentation se trouvant pratiquement au-dessus du local de l'accident ont été exposés, vendus, sans que les responsables de la Samaritaine s'inquiètent des conséquences de toxicité sur les consommateurs. Longtemps après l'accident, on peut s'interroger sur l'efficacité des mesures prises, puisque le puits est longtemps resté bouché par de simples planches. Fin avril 1978, il y avait encore des émanations d'hydrogène sulfuré et une personne descendue dans le puits à cette date en est ressortie les mains toutes jaunes. A l'époque, et jusqu'à aujourd'hui, il n'y a d'autre ventilation qu'un souffleur !

Ce procès devait rouvrir le dossier, accuser de nouveau les responsables de ces 3 morts. Mais le scandale ne s'arrête pas là ! La Samaritaine n'est pas le moins du monde inquiétée, tandis que les deux cadres de chez Huillet sont simplement poursuivis pour homicide involontaire !

Monique CHERAN

SAHARA : UN TOURNANT DANS LA GUERRE

Par Grégoire CARRAT

Smara : 716 Sahraouis libérés

C'est dans la nuit du 9 octobre qu'une délégation des amis de la RASD (République Arabe Sahraouie Démocratique) est arrivée dans une base proche de la ville de Smara. Le 6 octobre la garnison avait été attaquée. Les combats se sont poursuivis plusieurs jours sur l'axe Smara - El-Aïoun d'où des renforts étaient envoyés. Lorsqu'ils arrivèrent, un convoi de camions se formait : 716 sahraouis, deux jours auparavant encore enfermés dans le camp retranché de Smara, y prenaient place pour rejoindre les camps de réfugiés, dans lesquels depuis trois ans et plus une importante partie de la population sahraouie a dû s'établir pour échapper aux massacres consécutifs à l'invasion marocaine. Ils furent les seuls à les rencontrer à ce moment-là, à proximité relative des zones de combat. La préoccupation de la délégation, qui put discuter plusieurs heures avec les échappés de Smara, fut d'abord de savoir quelles étaient les conditions de vie dans la ville occupée et comment ils avaient réussi à en sortir.

laissèrent aucun doute, la population sortit, malgré la bataille, pour rejoindre le Front. Il y eut alors parmi elle de lourdes pertes dont les Sahraouis libérés énuméraient les noms. Au cours même de la bataille, des convois de camions furent organisés pour arracher la population à cet enfer.

LE COLONEL INTERCEPTÉ

L'ampleur et la violence des combats est confirmée par plusieurs sources. L'un des prisonniers, le lieutenant commandant le premier poste, rapporte que, vers minuit, un bruit de moteurs avait alerté la garnison. Celui-ci cessa, mais à six heures du matin, le poste était investi avec une telle promptitude que presque aucune riposte ne fut possible. La même rapidité dut surprendre et submerger les autres postes puisqu'aux environs de huit heures du matin, la ville même était sous le feu du Polisario.

Selon des sources proches du Polisario, les premières unités qui atteignirent la ville apprirent par un sergent que le colonel commandant la garnison avait quitté Smara précipitamment par la route en direction d'El-Aïoun. Elles avertirent alors les unités chargées d'intercepter les renforts marocains afin qu'elles lui tendent une embuscade dans laquelle il tomba.

LA POPULATION SORT DES MAISONS

Selon les Sahraouis de la ville, un feu nourri les alerta des événements. Ils hésitèrent longtemps avant de sortir des maisons, car des attaques avaient été simulées par l'armée marocaine, qui s'emparait de ceux qui essayaient de profiter d'une telle occasion pour fuir. Lorsque l'ampleur des combats, les incendies sur l'aéroport en particulier, ne

DES METHODES TERRORISTES

Les conditions de la population dans Smara occupée étaient plus que précaires. Un grand nombre de témoignages, hallucinants dans leur répétition, rapportent que les tortures, supplice de la soif, électricité... punissaient quiconque était victime de l'ombre d'un soupçon. Et les listes de victimes qui y ont laissé la vie formaient une sinistre litane. La terreur la plus brutale ! Avec leur libération et les révélations qu'ils apportent, tombe le semblant de légitimité que le roi avait donné à l'occupation, brandissant les résultats des élections qui avaient été organisées au Sahara, au même titre que celles qui se déroulaient au Maroc. Le député «élu» à Smara, un notable rallié, préféra se joindre à la population libérée lors de la bataille, plutôt que de rester entre les bras d'un protecteur devenu si peu sûr.

En attaquant Smara et en pénétrant profondément dans les lignes de défense marocaines, le Front Polisario a donc donné un important coup de boutoir au dispositif d'occupation marocain. Et cela non pas dans le cadre d'une opération isolée, mais d'une stratégie dont il montrait la dynamique en libérant, le 14 octobre, 6 jours après l'attaque de Smara, la localité de Mahbès, garnison de plus de 1 000 hommes.

DANS NOTRE PROCHAINE EDITION Nous verrons les conséquences que peut avoir le nouveau visage pris par la guerre.

La guerre du Sahara occidentale a changé de visage : l'alliance maroco-mauritanienne a été brisée en août par la signature du traité de paix entre le gouvernement mauritanien et le Front Polisario qui reconnaît implicitement le bien-fondé des exigences formulées par celui-ci. La position internationale du Front Polisario s'est améliorée, ainsi que le révèle la condamnation, par le sommet des non-alignés, de l'occupation militaire marocaine. C'est la conséquence de quatre années de guerre de résistance opiniâtre contre l'invasion marocaine.

Cette guerre même a profondément changé de visage : des garnisons entières sont décimées. Lebouriat le 24 août, Smara, Mahbès. L'évolution du rapport de forces sur le terrain a conduit le roi à rechercher un appui international plus important encore que celui qu'il avait reçu jusqu'à présent. Les Etats-Unis paraissent, pour des raisons liées à la sauvegarde de leur propre influence, prêts à aider massivement le roi. Le gouvernement français a accru de façon sensible son aide militaire au Maroc. Ainsi la place de la lutte du peuple sahraoui dans la situation mondiale s'est-elle modifiée.

Il apparaît nécessaire d'apprécier ces diverses évolutions et d'en mesurer la portée car la guerre de libération nationale du peuple sahraoui arrive à un tournant capital, dont l'une des manifestations les plus spectaculaires est la capacité présente du Front Polisario d'infliger des défaites militaires de grande ampleur à l'armée marocaine. Des témoins ont pu nous rapporter leurs impressions après des voyages qu'ils ont accomplis, l'un à Lebouriat en septembre et l'autre à proximité de Smara très peu de temps après la bataille.

LES DOCUMENTS MAROCAINS SAISIS A LÉBOUIRAT

80 heures 30 minutes environ, l'ennemi a bien voulu se retirer après avoir balayé les positions de tout ce qu'il contenait.

Deux conclusions sont à tirer de cette attaque. 1°) - Il est fort regrettable de constater que les conclusions tirées de l'attaque du 6 juillet 1976 n'ont pas été exploitées.

2°) - Mité aux commandes depuis par ces deux attaques et particulièrement à l'insuffisance des effectifs, de l'armement et à l'immobilité des chars existants, le personnel du 3^e groupe d'escadrons blindés n'est plus opérationnel et une catastrophe grave de conséquences est à prévoir au moindre nouveau coup si le Commandement ne décide pas de prendre en considération la situation de ce corps.



En conclusion, dans le souci de garder un Corps soudé, aguerri, qualifié, capable de prendre en main un éventuel nouvel équipement, il est souhaitable : - Soit de laisser le Corps continuer sa mission actuelle en le renforçant obligatoirement par deux à trois compagnies d'infanterie et d'un escadron complet de chars blindés en plus des éléments dont il est actuellement renforcé. Dans ces renforcements le 3^e groupe d'escadrons blindés est vu à la destruction totale compte tenu de la faiblesse de ses positions.

- Soit de relever tout le Corps, sans chars, et l'implanter en un lieu où il peut se reposer, reprendre du souffle, se restructurer et éventuellement se rééquiper pour reprendre à l'11 y a lieu.



Le 24 août dernier, la garnison de Lebouriat, l'une des principales du Sud-Maroc servant d'arrière au dispositif d'invasion et d'occupation du Sahara. Au début du mois de septembre le Front Polisario conduisit plusieurs journalistes. Sur place, dans la garnison dévastée et abandonnée. Un photographe qui participait à ce voyage, nous a rapporté ses constatations. Avant de se rendre à Lebouriat, il a accompli un long périple qui l'a conduit à Tifariti, Amgalla et sur la côte au Sud d'El Aioun. L'impression qui l'a le plus fortement marqué, tout au long des centaines de kilomètres accomplis, est la totale sécurité dont jouissait leur groupe, la sérénité de leurs accompagnateurs qui, jamais, n'ont fait montre d'inquiétude. Ce qui paraît indiquer que, en dehors des garnisons puissantes et fortement défendues, les troupes marocaines ne disposaient d'aucun contrôle dans les immenses zones parcourues, ni d'aucune mobilité.

A Lebouriat, une débâcle marocaine

A Lebouriat même, le spectacle était impressionnant : la garnison, qui comprenait 1200 hommes, présentait l'aspect d'un immense camp retranché. Plusieurs ceintures de défense protégeaient le centre du village, à plusieurs kilomètres de celui-ci. Des positions d'artillerie, des tranchées, tout indiquant de puissants moyens de défense qui ont été balayés : les pièces d'artillerie ont été enlevées en tas de ferrailles ou enterrées par le Front. Des chars même avaient été enterrés pour renforcer cette défense, leur tourelle étant utilisée pour balayer un vaste espace plus rapidement que les pièces d'artillerie.

La bataille de Lebouriat fut un symptôme d'une situation qui ne se réduisait pas à une garnison, mais qui affectait tout le corps d'invasion marocain : cloué sur ses positions et harcelé par le Front. S'il n'y avait pas eu les plus grosses pluies depuis 1976, qui réveillèrent les oueds, le photographe qui nous a livré ce témoignage devait se rendre à Smara où un harcèlement quotidien était en cours. La pluie seule le contraignit à rebrousser chemin.

UNE VERITABLE DEBACLE

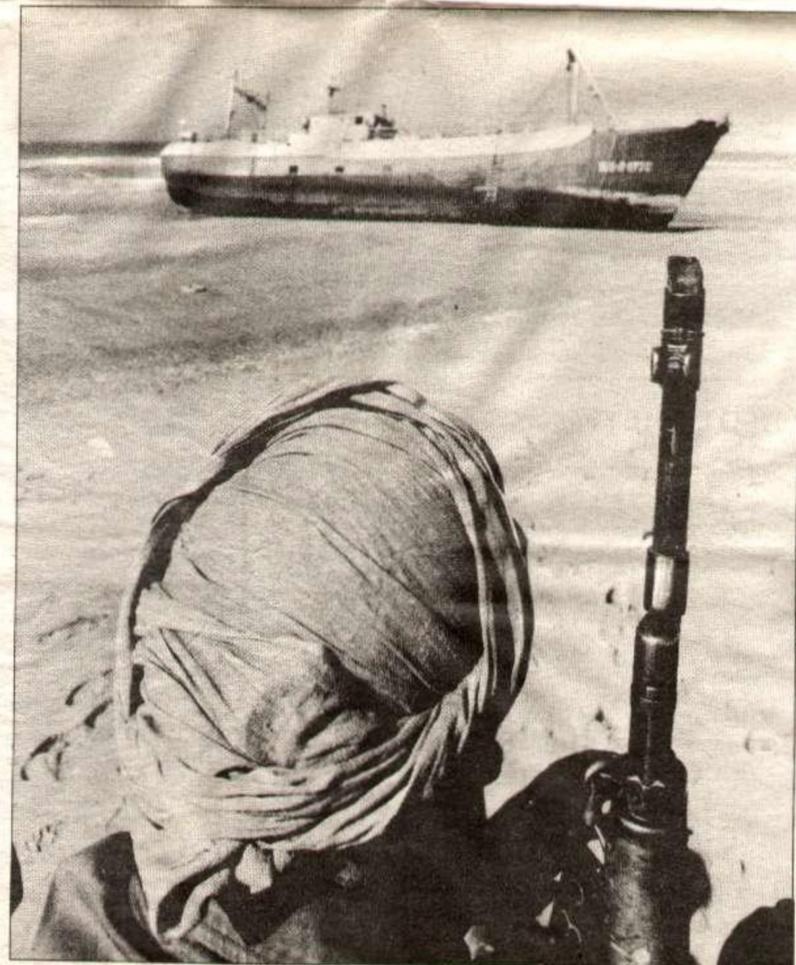
Les journalistes ont dénombré 51 blindés marocains détruits ou abandonnés, dont 26 TE-64 de fabrication soviétique. Au centre du dispositif, tout indique une véritable débâcle : dans les affrontements, les affaires personnelles des soldats étaient éparpillées, lettres personnelles, munitions, livres. Le Front Polisario présentait aux journalistes les archives de la garnison dont il s'était saisi : selon les témoignages des prisonniers, la garnison avait été investie en moins de deux heures ; le commandant Azelmat ainsi que son second le commandant Ben Aïssa avaient, juste pu sauver leur vie en fuyant précipitamment, laissant derrière eux rapports, ordres de bataille, et même les papiers personnels du commandant.

DES SOLDATS DEMORALISES

Parmi les documents saisis par le Front, les plus instructifs étaient les rapports rédigés par le commandant. Le dernier message datant du 23 août disait : «Rebelles observés dans ensemble zone. Action probable dans jours à venir». Or, depuis le 6 juillet, la base de Lebouriat était l'objet d'un harcèlement constant, extrêmement meurtrier, ainsi que le rapporte le commandant Azelmat dans ses missives du mois d'août, où il demandait un renforcement du 3^e groupe d'escadrons blindés. «Sans ces renforcements, le 3^e groupe d'escadrons blindés est voué à la destruction totale, compte tenu de la faiblesse de ses positions», ou encore «traumatisé et démoralisé, le personnel du 3^e groupe d'escadrons blindés n'est plus opérationnel et une catastrophe grave est à prévoir au moindre nouveau coup».

LEBOUIRAT, UNE OPERATION D'UN MOIS ET DEMI

La bataille de Lebouriat n'est donc pas ce coup soudain qu'on a bien voulu présenter, mais le fruit d'une opération militaire qui



Sur la côte, au sud d'El Aioun : un guerrillero sahraoui

Photo Ch. Poveda

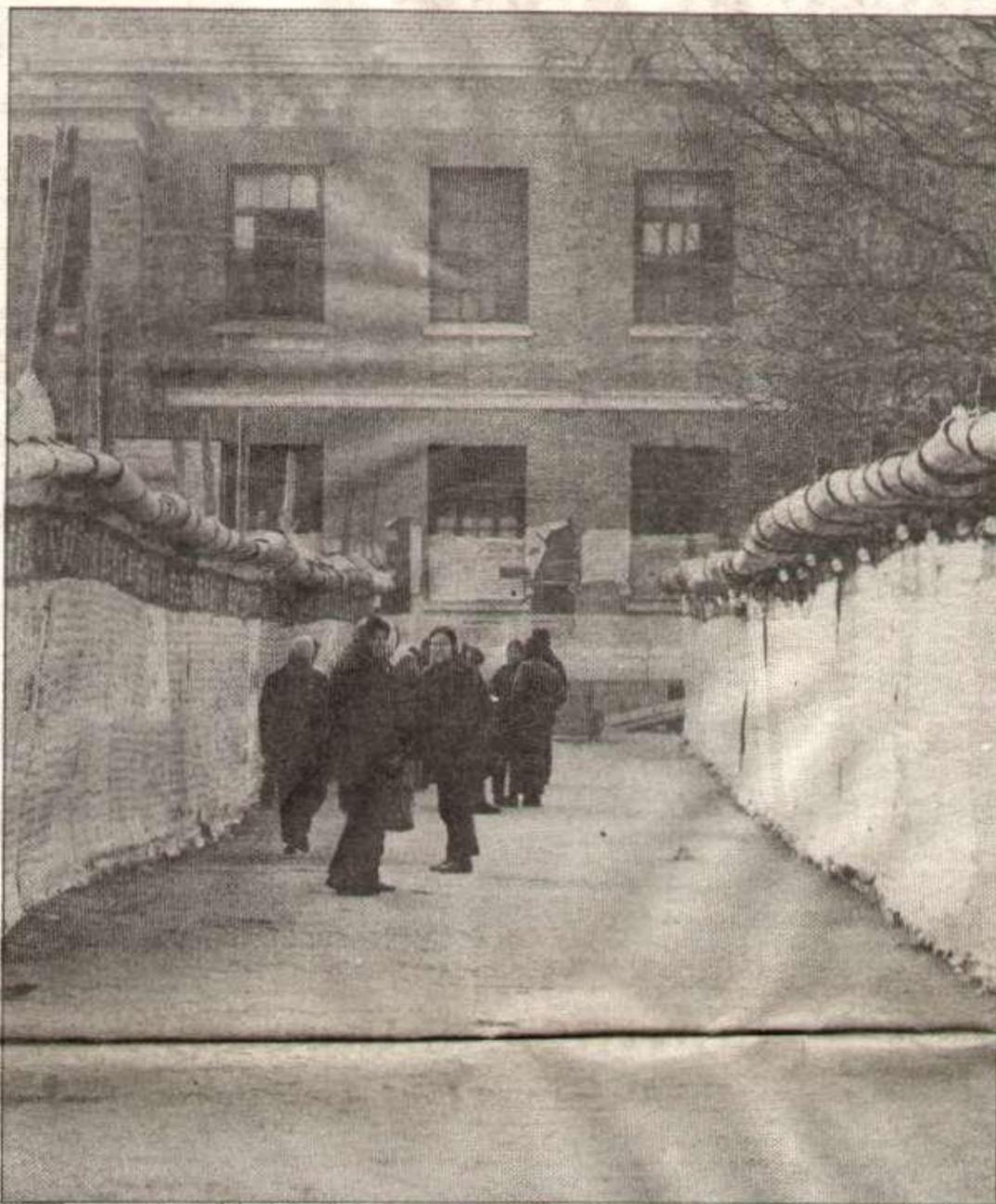
UN QUART DE SIECLE DE CHINE NOUVELLE

Les souvenirs d'une française à Pékin

Denise Lebreton vit à Beijing depuis 1953 avec son mari chinois.

Le socialisme a commencé à faire ses premiers pas et, malgré les difficultés, les conditions de vie s'améliorent peu à peu. Mais l'URSS stoppe son aide économique : le pouvoir a changé de couleur à Moscou. En Chine même, le Parti Communiste décide de lancer la lutte pour prévenir le révisionnisme. Les Gardes Rouges arrivent à Beijing...

Des supports spéciaux pour les dazibaos



3 - Les Gardes Rouges à Beijing

La réalité de la révolution culturelle s'imposa d'abord à moi par la présence des Gardes Rouges. Ceux que nous abritâmes aux Editions n'étaient pas dangereux, mais attendrissants. Une «longue marche» les avait entraînés du Shandon à Beijing. C'était des lycéens, garçons et filles, de 13 à 17 ans, fourbus de fatigue et débordants de joie d'être enfin arrivés dans la capitale pour procéder à des «échanges révolutionnaires» avec des Gardes Rouges venus de partout ailleurs qu'ils rencontreraient au grand quartier général de Beijing. Ils allaient pouvoir s'informer de la situation du mouvement révolutionnaire pour mieux faire leur propagande à travers les campagnes en retournant au pays. Armés du «petit livre rouge», ils étaient enthousiastes et purs, et totalement dénués d'expérience.

Ils étaient sincères, honnêtes

notre unité de travail avait été chargée par l'armée, je pense — car c'est elle qui organisa parfaitement à Beijing la réception des Gardes Rouges — de les accueillir. On fit appel à tous les travailleurs des Editions pour recueillir nattes, draps, couvertures et souliers, et on débarassa une grande réserve à papier pour les installer. Nourris, vêtus, ayant de l'eau à volonté dans la cour, ils

étaient heureux comme des rois ; ils retrouvaient la bonne mine de la jeunesse tandis que leurs pieds meurtris se dégonflaient. Nous eûmes un petit meeting avec eux pour les accueillir et les reconforter. Nous accrochâmes à leur veste les premiers insignes de la révolution culturelle, des portraits de Mao Zedong sur émail pourpre, pas plus gros qu'un centime. Après leur départ, on rendit à chacun ce qu'il avait prêté, le tout lavé et repassé.

Quand on pense que Beijing eut, quatre mois durant, un million d'habitants en plus, comment expliquer cet ordre minutieux dans ce tourbillon de nébuleuse ? Il faut se défier des jugements hâtifs sur la Chine ; on ne voit jamais tous les aspects du prisme. Bien sûr, tous ne furent pas si inoffensifs, même aux Editions : il en vint dans les bureaux de Beijing Information qui menacèrent de couper des nattes aux filles et de fendre des pantalons trop étroits. D'autres démolirent tout dans leurs requêtes chez les anciens capitalistes ou propriétaires fonciers. Mais ils étaient sincères, honnêtes ; ils voulaient aider le président Mao à détruire le quartier général de la bourgeoisie. Leur jeunesse désarmait la critique et leur présence donna lieu à des manifestations qui enthousiasmèrent les masses.

C'est ainsi que je n'oublierai jamais la fête nationale de 1966. Pendant 7 heures, deux millions de Gardes Rouges défilèrent comme un fleuve en délire devant Tian An Men. Ils avaient leur affection pour le président Mao qui les saluait inlassablement comme pour les ancrer dans leur résolution d'être les défenseurs et les propagateurs de sa ligne révolutionnaire. C'était une enivrante fête de la jeunesse qui se trempait et se politisait dans l'action.

Une avalanche de dazibaos

La révolution culturelle, c'est aussi une avalanche de dazibaos, ces affiches en gros caractères, souvent agrémentées de caricatures et de dessins décoratifs qui envahirent par vagues successives les murs de toutes les unités, puis tous les murs de la ville. Il fallut bientôt leur faire des supports spéciaux, des panneaux en nattes clouées sur des montants de bois qui finirent par former de véritables labyrinthes sur les trottoirs. Là-dessus, les masses pouvaient s'exprimer librement, répandre les directives du groupe du comité central chargé de la révolution culturelle, ou, avec l'apparition des fractions, invectiver les groupes adverses.

Au début, on nous les traduisait soigneusement, puis, quand

la défiance s'installa, certaines salles où ils pendaient sur des fils d'un mur à l'autre comme du linge dans un séchoir, nous furent interdites. Le papier et l'encre étaient généralement fournis gratuitement aux travailleurs et aux étudiants, mais comme nous étions une maison d'édition, nous devions nous montrer coopératifs.

Les masses apprenaient à s'exprimer

Des rebelles firent donc le tour des bureaux pour nous demander nos collections de vieux livres et de revues périmées pour en faire de la pâte à papier. Les bureaux rivalisaient à qui en donnerait le plus. Nos bibliothèques se vidèrent et je crois bien que la plupart des réserves de livres des Editions y passèrent aussi. Telle fut notre contribution matérielle à la campagne de dazibaos. Il y avait là un aspect positif, les masses apprenaient ainsi à réfléchir, à s'exprimer. Moi aussi, j'ai écrit des dazibaos un jour où je tenais à m'expliquer, et j'ai tracé avec ardeur des lettres romanes au pinceau, non sans me rappeler certaines heures militantes de ma jeunesse. Ce mode d'expression convenait si bien au peuple chinois qu'il est passé dans les mœurs ; il survit aujourd'hui sur les «murs

de la démocratie». Une preuve d'une bonne dose de continuité en dépit des apparences, dans la vie politique chinoise...

Il nous faut bien maintenant aborder la question des troubles surgis pendant la révolution culturelle, puisqu'ils ont défrayé la chronique tant en Chine qu'à l'étranger. Loin de moi l'idée d'en tracer un tableau général, je n'étais ni à Wuhan, ni à Canton mais à Beijing, alors la ville la plus tranquille de Chine. Mao Zedong y voyait la preuve du dynamisme de la révolution : «Donner la primauté à l'audace et ne pas avoir peur des troubles», disait-il, dans la déclaration en 16 points d'août 1966. Pour lui, ils appartenaient à la période de destruction nécessaire et qui devait précéder celle de la construction.

Une querelle violente

Un petit incident me fit prendre conscience un jour de l'apparition d'organisations de masse, de fractions qui, tout en se proclamant toutes pour Mao Zedong, allaient brutalement s'opposer. En entrant dans notre section, un matin de la fin de 1966, je fus frappée par le silence, les visages fermés. Tout à coup une querelle violente s'éleva entre des membres des deux puissantes organisations de masse qui jusqu'alors coexistaient dans une paix relative aux éditions, se partageant les salles pour les meetings et les murs pour les dazibaos. Moi-même, j'appartenais à l'une d'entre elles, et j'avais eu bien du mal à choisir. Les regards soudain flambaient de haine.

Sans plus réfléchir, j'intervins : «Vous finirez bien par être forcés de vous unir !». Un collègue qui lisait, la tête cachée derrière un journal, se redressa brusquement, me lança un regard meurtrier, puis disparut de nouveau derrière sa feuille protectrice. J'entrai pensive dans mon bureau : comment des compagnons de travail qui se côtoyaient paisiblement hier, pouvaient-ils, en quelques heures, être devenus ces ennemis irréconciliables ? La multitude des polémiques entre les organisations de masse des usines, des écoles et même des bureaux engendra des incidents beaucoup plus graves, quoique sporadiques.

La vie de la ville continuait, tandis que des cortèges de «rebelles», brassards rouges sur la manche avec le nom de leur détachement, et oriflammes en tête de file, se rendaient en expédition contre d'autres organisations qui ne relevaient pas du même «quartier général» qu'eux. Une vision assez pénible ne revient souvent en mémoire : comme notre car de travailleurs étrangers traversait le carrefour populeux de Dongdan pour nous conduire à je ne sais quel meeting, nous vîmes soudain deux camions chargés d'hommes casqués et armés de gros pieux qui s'affrontaient d'une voiture à l'autre dans une joute mortelle. Plusieurs gisaient déjà sur le trottoir devant le petit cinéma. Les passants glissaient autour de la scène comme si de rien n'était, et notre car put passer sans encombre...

Dans notre prochaine édition : «NOUS VOULONS LA DISCUSSION, PAS LA BAGARRE»

La conférence humanitaire sur le Cambodge

LES EXIGENCES DE HANOI

Ce lundi, s'ouvrait la conférence internationale sur l'aide humanitaire au Cambodge.

33 pays y sont représentés, qui annonceront leur contribution au programme d'aide de 111 millions de dollars, élaboré par l'UNICEF et le Comité international de la Croix Rouge. De nombreux autres pays y assisteront comme observateurs.

Pour éviter que ne soit posée la question de la représentativité du Cambodge, les organisateurs de la Conférence avaient demandé qu'il n'y ait aucune délégation gouvernementale cambodgienne, mais 2 délégations de la Croix Rouge (la Croix Rouge du Kampuchéa démocratique, siégeant dans les maquis, et la Croix Rouge du régime pro-vietnamien de Phnom Penh). Cette proposition avait reçu rapide-

ment l'approbation des patriotes cambodgiens, résistants à l'invasion de leurs pays par les soldats vietnamiens. (voir encart) Par contre, Phnom-Penh, sur ordre de Hanoi, avait, dans un premier temps, refusé de participer à la conférence si sa délégation n'était pas de type gouvernemental. Depuis, Hanoi et Phnom-Penh ont fait de légères concessions puisque le ministre des Affaires étrangères de Phnom-Penh

a déclaré jeudi qu'il «ne pose plus comme condition pour l'acceptation de l'aide humanitaire la reconnaissance préalable de la République populaire du Kampuchéa».

LES EXIGENCES DE HANOI

Toutefois, ce lundi, on ne savait toujours pas, si la délégation de Phnom-Penh était gouvernementale ou de la Croix Rouge. Plus qu'une simple formalité, cette question est importante politiquement car si Hanoi réussit à imposer à la conférence une délégation gouvernementale de Phnom-Penh, cela aurait valeur de premier pas vers une reconnaissance ultérieure du régime pro-vietnamien. Chose que, jusqu'à présent, la majorité de l'ONU avait refusé. D'ailleurs, les exigences de Hanoi et de ses alliés de Phnom-Penh sur le contrôle final de la distribution de l'aide, restent les mêmes puisque le journal officiel vietnamien, le *Nhan Dan*, écrivait dimanche

que le gouvernement de Phnom Penh était «seul entièrement qualifié à représenter le peuple cambodgien en recevant l'aide internationale et entièrement capable de distribuer cette aide...» Cette exigence (qui signifie un refus qu'une aide soit apportée aux zones de maquis), de même que la restriction de Hanoi à des aides par convois routiers, ou encore le refus d'accepter un contrôle effectif des distributions ou le refus d'équipes médicales étrangères* montrent que Hanoi et Phnom Penh ne veulent pas de témoins gênants au Cambodge. Reste à savoir si la conférence se pliera ou non à ces exigences...

Claude LIRIA

* Les autorités pro-vietnamiennes de Phnom-Penh viennent de rejeter l'offre humanitaire de l'équipage du bateau «Ile de lumière» qui, par l'intermédiaire de la Croix Rouge Internationale, se proposait d'envoyer ses médecins au Cambodge.

Communiqué

SAUVEZ LES CAMBODGIENS !

Depuis l'agression vietnamienne de janvier 1979, les problèmes du peuple cambodgien ont atteint un niveau dans l'horreur jamais égalé dans l'histoire séculaire du Cambodge.

Jamais le peuple cambodgien n'a été autant affamé, jamais les réfugiés n'ont été aussi nombreux, jamais le nombre de morts aussi élevé.

C'est pourquoi une conférence mondiale se tiendra à Stockholm (Suède) les 17 et 18 novembre prochain, pour exiger le départ des troupes vietnamiennes afin que tous les Cambodgiens réglent eux-mêmes leurs propres problèmes.

Mais le peuple cambodgien ne peut attendre. Par la stratégie de la famine imposée par les autorités vietnamiennes, c'est un million c'est un million de Cambodgiens qui mourront de faim d'ici quelques mois.

Suite à de récentes entrevues d'une délégation de notre comité avec les organismes internationaux responsables, qui garantissent que le peuple cambodgien recevra effectivement une aide, et que cette aide sera répartie à tout le peuple cambodgien, quelles que soient les zones d'influence, nous invitons le peuple de France, les personnalités et organisations éprises de justice et de paix et le gouvernement français à adresser leur aide, exclusivement en espèces au Comité international de la Croix rouge et à l'UNICEF.

Ces organisations internationales se chargeront d'acheter et de distribuer les vivres qui font le plus cruellement défaut.

Les chèques doivent être libellés exclusivement au nom de l'UNICEF ou de CICR (ceux en blanc seront refusés), et adressés au Comité français de soutien à la Conférence mondiale sur le Kampuchéa. Chez Madame Lamiral - Boite postale No 22 - 94800 Villejuif.

Les donateurs recevront un compte-rendu de l'utilisation de ces fonds par ces organismes.

Le comité français de soutien à la conférence mondiale sur le Kampuchéa

COMMUNIQUE

Les résistants cambodgiens demandent le contrôle de l'ONU sur la distribution des aides

«Le gouvernement du Kampuchéa démocratique se félicite vivement de l'initiative prise par le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, relative à la convocation le 5 novembre 1979 d'une conférence internationale pour mettre en œuvre un programme d'assistance humanitaire d'urgence au peuple du Kampuchéa qui connaît actuellement d'immenses souffrances et une famine catastrophique, et est menacé de disparition par les actes d'agression et d'extermination raciale barbares des troupes vietnamiennes d'occupation.

Le gouvernement du Kampuchéa démocratique souhaite plein succès à cette conférence, conformément aux vœux exprimés par le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, par le monde et l'humanité tout entiers, notamment par le gouvernement du Kampuchéa Démocratique et le peuple du Kampuchéa qui sont les victimes directes.

Pour que cette assistance humanitaire soit efficace, le gouvernement du Kampuchéa estime que des forces des Nations Unies en nombre suffisant devraient être désignées par cette conférence internationale et le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour assurer directement la distribution des aides aux populations kampuchéennes victimes dans toutes les régions du Kampuchéa.

Le 28 octobre 1979»

Iran

CAMPAGNE CONTRE LES USA ET OPPOSITION AU GOUVERNEMENT BAZARGAN

L'occupation depuis dimanche de l'ambassade US à Téhéran semble avoir plusieurs raisons. D'abord il semble que l'accueil du Shah sur le territoire des Etats-Unis, ait soulevé une importante vague de mouvements populaires. La colère contre l'impérialisme US a été d'autant plus importante que la campagne pour l'extradition de l'ancien dictateur coïncidait avec l'anniversaire de plusieurs manifestations réprimées dans le sang par le Shah voici juste un an. L'occupation de l'ambassade par plusieurs groupes d'étudiants était donc l'aboutissement de cette campagne anti-américaine.

Mais cette occupation intervenait aussi après la rencontre du Premier ministre Bazargan (accompagné de deux de ses ministres) avec Brzezinski lors des cérémonies célébrant le 1^{er} novembre 1954, en Algérie, conseiller spécial de Carter à Alger.

L'occupation de l'ambassade constitue certainement un désaveu. Ce qui est reproché à Bazargan, ce n'est sans doute pas d'avoir rencontré Brzezinski (il semble difficile que ce soit une initiative purement personnelle), mais une certaine complaisance vis-à-vis de son in-

terlocuteur et des Etats-Unis.

Par delà les revendications d'extradition du Shah, l'occupation de l'ambassade US semble correspondre également à des contradictions déjà connues entre les deux instances gouvernementales parallèles en Iran, celle de Oom (le Conseil de la Révolution islamique) et celle de Bazargan à Téhéran. Les tendances les plus opposées au Premier ministre auraient saisi l'occasion de la rencontre d'Alger pour le mettre en difficulté. Un porte-parole du groupe des occupants devait d'ailleurs déclarer : «la révolution iranienne a été et devrait demeurer d'essence anti-impérialiste. Mais, le gouvernement de M. Bazargan n'a cessé d'agir en faveur de l'impérialisme américain, se dressant ainsi contre la politique claire de l'imam Khomeiny». Cependant le contenu exact des accusations formulées contre le Premier ministre iranien reste vague. Lundi, celui-ci s'était abstenu d'y répondre.

On apprenait mardi matin que le gouvernement Bazargan avait présenté sa démission collective à l'ayatollah Khomeiny.

Chine

REORGANISATION DES PRIX ET DES SALAIRES

La semaine dernière, le gouvernement chinois a annoncé la hausse des prix à partir du 1^{er} novembre de huit produits alimentaires (porc, bœuf, mouton, volailles, œufs, légumes, poissons et lait). Cette hausse est de l'ordre de 30%, sauf pour les légumes, dont les prix seront beaucoup moins majorés.

Alors que les prix sont restés stables depuis les premières années de la République Populaire de Chine, tandis que les revenus augmentaient, la décision que vient de prendre le gouvernement chinois correspond au souci de réduire l'écart séparant les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles, très inférieurs, donc les différences de niveau de vie entre villes et campagne, le niveau de vie de la population des campagnes, soit 800 millions d'habitants, restant encore très inférieur à celui de la population des villes. En mars dernier, le gouvernement chinois avait décidé la hausse des prix d'achat aux paysans des 18 principaux produits agricoles. Cette décision devrait fournir aux paysans chinois une augmentation de revenus de l'ordre de 7 milliards de yuans. Cette hausse des prix à la production a été répercutée dans les prix de vente à la consommation, exclusivement pour les huit produits cités plus haut. Elle ne sera pas répercutée pour d'autres produits, comme les céréales, les oléagineux, le coton, etc...

Pour éviter que la hausse de ces produits n'abaisse le niveau de vie des travailleurs des villes, au nombre d'environ de 100 millions, le gouvernement chinois a décidé d'accorder une subvention de 5 yuans. Le directeur du bureau d'Etat des prix a fait remarquer que si la hausse permet à l'Etat d'économiser plus de 5 milliards de yuans de subventions pour les paysans, il devra en revanche dépenser plus de 6 milliards de yuans en subventions pour les travailleurs des villes. De plus, 40% de 100 millions de salariés des villes doivent à partir du mois de novembre bénéficier d'une augmentation de salaire, la troisième depuis 1976. Entre en ligne de compte également le fait que les travailleurs chinois des villes bénéficient de services sociaux de plus en plus importants. C'est ainsi que la municipalité de Beijing (Pékin) vient de décider une baisse des loyers concernant 500.000 habitants et une réduction de moitié des frais de garde dans les crèches.

● Angola : condamnation de l'agression raciste par l'ONU

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a condamné dimanche l'agression du régime raciste d'Afrique du Sud contre l'Angola et a lancé un appel à l'aide militaire à ce pays. Une fois de plus, les USA, la Grande-Bretagne et la France, se sont abstenus. L'ambassadeur du Koweït, qui avait présenté la motion, a déploré l'impuissance des votes de l'ONU et a dénoncé l'attitude des Occidentaux.

Par ailleurs, le gouvernement du Zaïre a donné quinze jours à tous les dirigeants de l'opposition angolaise pour cesser toute activité portant atteinte à la sécurité de l'Angola. Le gouvernement du Zaïre a pris cette décision en application d'un accord réciproque passé le 14 octobre entre le Zaïre, l'Angola et la Zambie.

● Conférence de Londres : appel du président tanzanien à la Grande-Bretagne

Dans une interview accordée à un journal londonien, le président tanzanien Nyerere a lancé un appel à la Grande-Bretagne pour qu'elle prenne position en faveur d'élections véritablement libres au Zimbabwe. Il estime que la Grande-Bretagne doit reconnaître officiellement le Front Patriotique et que celui-ci doit participer au pouvoir intérimaire avant les élections. Le président tanzanien préconise l'éviction du général Walls, chef d'état-major de l'armée raciste, avant les élections. Il demande que la période de transition soit de six mois comme le demande le Front, alors que la Grande-Bretagne prévoit une période de deux mois.

Affaire Boulin (suite)

LES DIRIGEANTS DU RPR SE LAVENT LES MAINS

Depuis la publication de la lettre posthume de Boulin, nombre de commentateurs politiques soupçonnaient explicitement les dirigeants du RPR d'être à l'origine de la fuite. Le RPR vient de répliquer en se dégageant de toute responsabilité, et en attaquant en diffamation un journaliste de RTL.

Il était logique que les soupçons quant à l'origine de la fuite finissent par se porter sur les dirigeants du RPR : le scandale Boulin, comme ceux qui l'avaient précédé (notamment l'affaire des diamants) compromettaient gravement, outre le président de la République, les principaux membres RPR du gouvernement. Chirac ne pouvait que se réjouir de cette situation qui élaboussait, outre Giscard lui-même, le lobby pro-giscardien au sein de son propre parti. Philippe Alexandre journaliste de RTL affirmait qu'il avait lui-même été mis au courant par des membres

du RPR, et que des dirigeants du mouvement gaulliste s'étaient réunis courant septembre pour décider de divulguer l'affaire. Ils auraient eux-mêmes été informés par Tournet, qui connaissait nombre de membres importants du RPR, ayant travaillé au cabinet de Foccart.

La direction du RPR, dans un communiqué publié lundi, rejette ces accusations, s'indigne de « l'odieuse exploitation politique de la mort tragique » du ministre du Travail, et annonce qu'elle porte plainte en diffamation

Le terrain de Ramatuelle : nouveaux développements

Tournet, le promoteur immobilier mêlé à l'affaire Boulin, n'aurait pas même été propriétaire du terrain de Ramatuelle, qu'il est accusé d'avoir vendu plusieurs fois. Une habitante de Dunkerque affirme que sa mère, aujourd'hui décédée, l'aurait acheté, au nom d'une société, à Tournet. Au décès de la propriétaire, on n'aurait retrouvé aucune trace de cet achat dans les dossiers de la société.

contre Philippe Alexandre. Celui-ci maintient ses déclarations. Le *Nouvel Observateur* affirme également que, dans la période, il reçoit fréquemment des informations en provenance de la droite, mettant en cause d'autres membres de la majorité. On voit mal d'ailleurs comment la presse aurait pu avoir accès à certaines des pièces

du dossier, par exemple au courrier personnel du ministre défunt, sans être passé par des « amis » politiques de celui-ci. La vertueuse réaction du RPR est en tout cas bien tardive, et on a largement remarqué l'absence de Chirac aux obsèques de son compagnon.

François NOLET

Le comité central du PCF se réunit ce mercredi et jeudi. A son ordre du jour, le travail du PCF dans la jeunesse. On devrait également y évoquer la situation de la fédération de Paris, où de vives contradictions opposent la direction fédérale aux anciens dirigeants démissionnés, dont l'ex-secrétaire fédéral Fiszbin.

Le prix de la plupart des viandes vient d'être libéré. Pour suivre le bœuf, il faudra désormais savoir grimper.

Les éleveurs de moutons ont manifesté lundi à Foix (Ariège) revendiquant un relèvement des prix agricoles. Devant le refus de la Préfecture de recevoir une délégation, ils ont enfoncé la grille avec un tracteur. Giscard doit venir en visite à Foix le 15 novembre : il avait prévu de coucher à la Préfecture.

La plupart des décollages ont dû être annulés ce mardi, en raison de la grève des aiguilleurs du ciel. Outre des revendications salariales, ils réclament l'embauche d'effectifs suffisants pour pouvoir garantir la sécurité des vols.

Le mouvement doit reprendre ce jeudi.

Ce mardi, les travailleurs des bus et du métro de Lyon étaient en grève. Un train sur quatre roulait pour le métro, et un bus sur trois en ville.

A l'appel du syndicat de la magistrature GREVE DES MAGISTRATS

Contre le projet de modification de leur statut

Ce mardi 6 novembre, les magistrats étaient appelés à une journée nationale de grève par le Syndicat de la Magistrature, pour manifester leur opposition au projet gouvernemental, modifiant le statut de la magistrature. Un projet destiné à choisir, selon l'expression du S.M., « des magistrats sur mesure ».

La grève n'est pas chose fréquente dans le milieu de la magistrature ; les précédentes remontent au 10 juin 1976 (affaire Ceccaldi), et à février 1978 (affaire Monique Guémann). Dans une conférence de presse réunie le lundi 5 novembre, le Syndicat de la Magistrature en a souligné les enjeux.

Sous prétexte de « rechercher un meilleur équilibre entre les différentes classes d'âge des magistrats et d'éviter un repli sur soi du corps judiciaire », le ministre de la Justice, Alain Peyrefitte, a élaboré un projet de loi qui vient d'être adopté le 11 octobre par l'Assemblée Nationale, avec des amendements qui ne font que renforcer la gravité de son texte.

Pour l'essentiel il consiste à prolonger et à élargir des dispositions exceptionnelles prises en 1970 et 1975 pour le « recrutement latéral » de magistrats. Le statut de la magistrature prévoit qu'un dixième des postes vacants peut être pourvu par « intégration directe » et non par le concours de l'Ecole Nationale de la Magistrature. Cette proportion a été portée au tiers des postes vacants ; cette mesure, le projet de Peyrefitte la prolonge pen-

dant 10 ans : du provisoire qui devient définitif ! Trois « concours exceptionnels » en 1980, 81 et 82, plus d'autres mesures aboutiront par exemple, en 1980, selon un calcul du S. M., à 350 recrutements latéraux contre 210 par le concours à l'ENM. Sans être opposé au principe du recrutement latéral, le S. M. demande un retour à la proportion prévue dans le statut normal. En effet, le recrutement latéral permet, dans les conditions où il se déroule, au ministère de la Justice de choisir à sa guise les magistrats. Seule la commission de recrutement où participent des élus des magistrats jusqu'ici, un droit de contrôle sur le grade et la fonction de ces magistrats. Avec le nouveau projet et ses amendements, la commission se voit retirer ce droit, et elle est recomposée au détriment de la représentation syndicale.

Par ailleurs, le recrutement latéral permet surtout de pourvoir des postes de la moyenne hiérarchie, ceux auxquels peuvent prétendre aujourd'hui des promotions de magistrats parmi lesquels, il s'en est trouvé pour créer le Syndicat de la Magistrature, ou plus généralement,

pour ne pas prendre les décisions que le ministère aurait souhaité. En créant trois concours exceptionnels, le ministère aura assez de candidats aux fonctions de la hiérarchie intermédiaire pour choisir, et faire barrage contre certains magistrats.

Enfin, le projet crée un corps de « magistrats volants » pour effectuer des remplacements temporaires (congés de maladie, de grossesse, etc...) Au sein d'une même Cour d'appel, ils iront d'un tribunal à l'autre. D'une part, le principe de l'immobilité des magistrats n'est pas respecté, d'autre part comment seront-ils utilisés ? Le S. M. redoute que « les chefs de cour aient ainsi le moyen de composer à leur gré les audiences destinées à juger des affaires « sensibles » ».

Au total, il s'agit donc d'un projet qui « accentue le pouvoir discrétionnaire du garde des sceaux dans la nomination des magistrats et le déroulement de la carrière ».

Le statut actuel permet déjà au gouvernement de s'assurer des garanties quant à l'idéologie des magistrats aux postes de décision les plus importants, mais cette « homogénéité » il voudrait qu'elle s'étende progressivement aux autres niveaux de la hiérarchie. Pour que tous les magistrats ne soient pas « sur mesure », il est nécessaire de s'opposer au projet de Peyrefitte.

Claude ANCHER

Yasser Arafat à Lisbonne

NOUVEAU SUCCES DIPLOMATIQUE DE L'OLP

Alors que l'OLP vient d'ouvrir un bureau en Turquie, c'est à Lisbonne que se tenait, jusqu'à ce mardi, la « conférence mondiale de solidarité avec le peuple arabe et la cause palestinienne ».

Vendredi, Yasser Arafat, président de l'OLP, s'était entretenu avec le Président de la République portugaise Eanes et son premier ministre Mme Pinta Silvo, ainsi qu'avec des représentants de plusieurs partis. Le principe de l'ouverture d'un « Bureau de représentation » de l'OLP à Lisbonne a été admis.

Au cours de la conférence, Yasser Arafat a été acclamé et a reçu le soutien de délégations venues du monde entier.

Dans la lignée de ce qu'il avait dit ces derniers temps, lors de rencontres bilatérales avec des chefs de gouvernements de plusieurs pays européens, samedi, il a insisté sur le fait que : « Les pays d'Europe de l'Ouest doivent prendre une initiative immédiate pour faire face à leurs responsabilités au Moyen-Orient, et aider à l'instauration d'une paix globale basée sur la justice et l'abolition de l'occupation et du racisme sioniste ». De même, il a insisté sur l'importance qu'attache l'OLP au renforcement de ses relations avec la France, disant notamment : « nous attendons avec impatience le renforcement de nos relations avec la France ».

Le pourquoi de l'offensive diplomatique de l'OLP ces derniers mois, Arafat l'a résumé samedi lors d'une conférence de presse : « nous tentons d'obtenir de l'Europe encore davantage de reconnaissance et de soutien ».

Dans ce domaine, les succès remportés par l'OLP accentuent le rapport de force en sa faveur. Arafat a d'ailleurs rappelé fort justement que « les pays qui reconnaissent l'OLP sont deux fois plus nombreux que ceux qui reconnaissent l'entité israélienne ».

Arafat a rappelé quels sont pour le peuple palestinien ses droits nationaux : « droit au retour, droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant et souverain ».

Claude LEBRUN

Bolivie : l'isolement des putschistes

Après la répression sanglante des manifestations de samedi, le régime issu du coup d'Etat de La Paz n'a reçu aucun soutien ni de l'intérieur ni de l'extérieur. Juan Lechin, dirigeant de la centrale syndicale COB a déclaré que la grève générale se poursuivait, tandis que tous les partis dénoncent le coup d'Etat. Le colonel putschiste rencontre également une opposition dans les forces armées : c'est ainsi que le général Padilla chef de l'Etat de novembre 1978 à juillet 1979, et qui a organisé les élections, a désapprouvé le coup d'Etat et a demandé au colonel Busch de se retirer. Le président Guevara, passé à la clandestinité, a renouvelé ses appels à la résistance. Lundi, aucun pays n'avait reconnu le régime de Busch.

Dans la soirée de lundi, un évêque catholique de la capitale annonçait que le colonel Busch était prêt « à renoncer au pouvoir ».

A l'occasion du premier anniversaire du traité militaire soviéto-vietnamien, des bâtiments de guerre de la flotte soviétique du Pacifique vont effectuer une visite officielle au port vietnamien de Haiphong. Ce groupe de bâtiments est placé sous le commandement du premier commandant adjoint de la flotte soviétique du Pacifique.

Les présidents yougoslave et roumain, Tito et Ceausescu, se sont rencontrés une nouvelle fois en Roumanie. Ces rencontres sont désormais régulières depuis 1968.

A l'issue de cette rencontre, une déclaration commune a été adoptée, qui condamne « toute forme

d'hégémonie et de domination ». Par ailleurs, des accords ont été conclus en vue d'une coopération économique plus intense entre les deux pays.

Selon des collaborateurs d'Ange Pattassé, actuellement incarcéré, les parachutistes français, lorsqu'ils avaient débarqué en Centrafrique, auraient tué quarante civils près du palais de l'empereur.

L'armée marocaine, qui avait subi récemment de sérieux revers au Sahara occidental, vient de lancer contre les combattants sahraouis une offensive de grande envergure, mobilisant 7000 hommes.